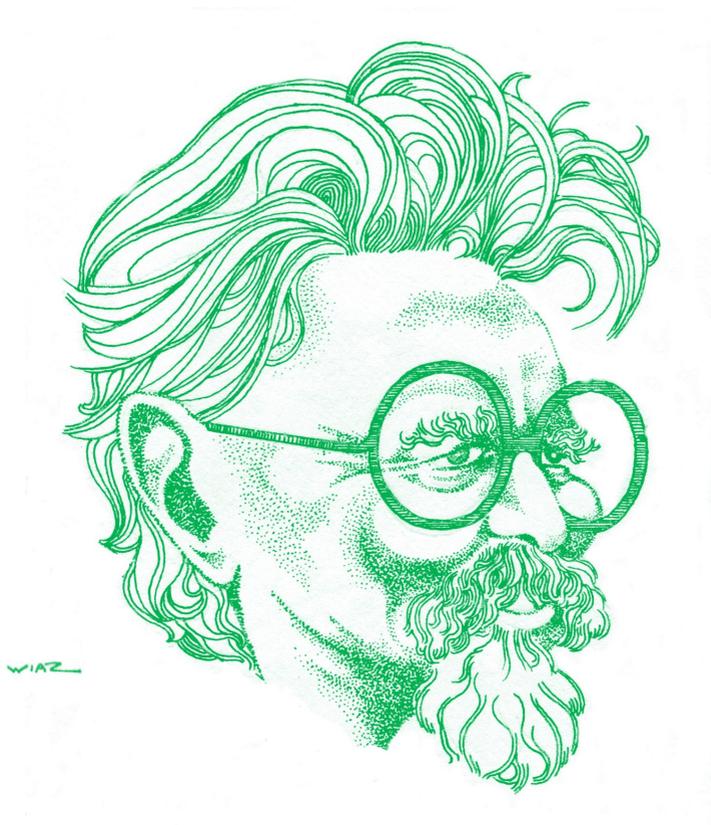


TROTSKY



LA GRÈVE GÉNÉRALE EN FRANCE

1936

Chronologie

1929

Staline chasse Boukharine du gouvernement de l'URSS et de la présidence de l'IC. L'IC décrète l'offensive systématique et déclare que les partis sociaux-démocrates sont sociaux-fascistes (3^e période). L'Opposition de gauche en France se regroupe dans la LC qui publie *La Vérité*.

1933

30 janvier : prise du pouvoir par Hitler sans réel combat du SPD ni du KPD ; 19 novembre : victoire électorale en Espagne du Partido Radical et de la CEDÀ, suivie de la répression violente des indépendantistes catalans et des militants ouvriers.

1934

8 janvier : Stavisky se suicide ; 1-16 février : sur ordre de Dollfuss (Parti social-chrétien), l'armée autrichienne écrase à Vienne la Schutzbund, la milice du SDAP ; 6 février : émeute fasciste en France contre l'Assemblée nationale (Jeunesses patriotes, Croix de feu, Action française...) qui provoque la démission de Daladier (PR) et la formation d'un gouvernement « d'union nationale » avec Doumergue). ; 12 février : journée de grève, fusion des manifestations de la CGT et de la CGTU ; 24 juillet : Trotsky est admis en France sous surveillance ; 7 juillet : accord de front unique entre le PS et le PC ; 24 août : entrée du GBL (ex-LC) dans le PS-SFIO.

1935

13 janvier : les habitants de la Sarre votent pour le rattachement à l'Allemagne ; 5 mars : service militaire de 2 ans ; 5 mai : pacte Laval-Staline entre la France et l'URSS ; 10 juin : expulsion de Trotsky après une campagne des staliniens et des fascistes ; 14 juillet : Front populaire entre la SFIO, le PCF et le PR, exclusion des JS de la Seine ; août : émeutes à Brest et Toulon, début de l'exclusion des BL par le PS-SFIO ; septembre : Pivert lance la GR de la SFIO.

1936

12 janvier : adoption du programme du RP-Front populaire qui écarte les nationalisations, ne dit rien sur le budget militaire, ne chiffre pas la réduction du temps de travail, refuse l'indépendance des colonies ; 28 avril & 5 mai : victoire de la coalition du FP aux élections législatives ; 11 mai : début des grèves spontanées avec occupations d'entreprises ; 2 juin, fondation du POI ; 4 juin : formation du gouvernement Blum (PS-PR soutenu par le PCF) ; 6 juin : Blum (PS) affirme : « *les occupations ne sont pas légales* » ; 7 juin : signature des accords de Matignon ; 11 juin : Thorez (PCF) déclare : « *il faut savoir terminer une grève quand satisfaction a été obtenue* » ; 6 août : Thorez propose d'élargir le Front populaire à droite, le « Front des Français » ; 19 août : procès à Moscou qui s'achèvera par la condamnation à mort des anciens dirigeants bolcheviks Zinoviev et Kamenev ; décembre : Trotsky est expulsé de Norvège par le gouvernement « socialiste ».

1937

26 janvier : dissolution par le gouvernement FP de l'Etoile nord-africaine ; 13 février : Blum décrète la « pause » ; 16 mars : répression de manifestants antifascistes à Clichy, 5 morts ; 22 juin : démission du gouvernement Blum sous la pression du Sénat.

1938

10 avril : formation du gouvernement Daladier (PR) qui va annuler par décrets-lois (ordonnances) les conquêtes de juin 1936 ; juin : fondation du PSOP ; 30 novembre : le gouvernement Daladier brise la grève de protestation.

1939

23 août : pacte germano-soviétique ; septembre : 2^e Guerre mondiale, interdiction du PCF.

1940

mai : offensive allemande ; juillet : le maréchal Pétain reçoit les pleins pouvoirs de l'Assemblée élue en mai 1936 ; août : Staline fait assassiner Trotsky au Mexique.

La France à un tournant,
21 mars 1936 p. 3

L'étape décisive, 5 juin 1936 p. 18

La révolution française
a commencé, 9 juin 1936 p. 24

Devant la seconde étape,
9 juillet 1936 p. 31

Lettre au BP du POI,
19 juillet 1936 p. 36

Lettre à Victor Serge,
30 juillet 1936 p. 38

Repères chronologiques p. 2

Index p. 42

La France à un tournant (préface à *Terrorisme et communisme*)

Ce livre est consacré à l'éclaircissement des méthodes de la politique révolutionnaire du prolétariat à notre époque. L'exposé a un caractère polémique, comme la politique révolutionnaire elle-même. En gagnant les masses opprimées, la polémique dirigée contre la classe dominante se transforme, à un moment donné, en révolution.

Comprendre clairement la nature sociale de la société moderne, de son État, de son droit, de son idéologie constitue le fondement théorique de la politique révolutionnaire. La bourgeoisie opère par abstraction (« nation », « patrie », « démocratie ») pour camoufler l'exploitation qui est à la base de sa domination. *Le Temps* [quotidien remplacé par *Le Monde* en 1944], l'un des plus infâmes journaux de l'univers, enseigne chaque jour aux masses populaires françaises le patriotisme et le désintéressement. Cependant, ce n'est un secret pour personne que le désintéressement du *Temps* s'estime d'après un tarif international bien établi.

Le premier acte de la politique révolutionnaire consiste à démasquer les fictions bourgeoises qui intoxiquent les masses populaires. Ces fictions deviennent particulièrement malfaisantes quand elles s'amalgament avec les idées de « socialisme » et de « révolution ». Aujourd'hui plus qu'à n'importe quel autre moment, ce sont, les fabricants de ce genre d'amalgames qui donnent le ton dans les organisations ouvrières françaises.

La première édition de cet ouvrage a exercé une certaine influence sur la formation du Parti communiste français : l'auteur en a reçu maints témoignages, dont il ne serait pas difficile au demeurant de trouver la trace dans *L'Humanité* [quotidien du PC] jusqu'en 1924. Au cours des douze années qui ont suivi, il a été procédé dans l'Internationale communiste-après plusieurs zigzags fébriles-à une révision fondamentale des valeurs : il suffit de dire qu'aujourd'hui cet ouvrage figure à l'index des livres interdits. Par leurs idées et leurs méthodes, les chefs actuels du Parti communiste français (nous sommes obligés de lui conserver cette appellation, qui est en complète contradiction avec la réalité) ne se différencient en rien de Kautsky, contre lequel est dirigé notre ouvrage : ils sont toutefois infiniment plus ignorants et plus cyniques. Le nouvel accès de réformisme et de patriotisme que subissent Cachin et Cie aurait pu à lui seul justifier une nouvelle édition de ce livre. Il y a cependant à cela d'autres raisons, plus sérieuses. Elles ont leurs racines dans la profonde crise prérévolutionnaire qui secoue le régime de la 3^e République.

Après dix-huit ans d'absence, l'auteur de cet ouvrage a eu la possibilité de passer deux ans en France (1933-1935) ; c'était, il est vrai, en simple qualité d'ob-

servateur de province, objet, par surcroît, d'une étroite surveillance. Pendant cette période, il y eut dans le département de l'Isère où l'auteur eut l'occasion de séjourner un petit incident, pareil à beaucoup d'autres, qui donne cependant la clé de toute la politique française. Dans un sanatorium appartenant au Comité des forges [aujourd'hui UIMM, fédération patronale de la métallurgie du Medef], un jeune ouvrier, qui était sous le coup d'une grave opération, s'était permis de lire un journal révolutionnaire (plus exactement, un journal qu'il considérait naïvement comme révolutionnaire : *L'Humanité*). L'administration posa à l'imprudent malade et ensuite à quatre autres malades qui partageaient ses sympathies cet ultimatum : renoncer à recevoir des publications indésirables ou être jetés à la rue. Les malades eurent beau indiquer qu'on se livrait ouvertement dans le sanatorium à une propagande cléricale et réactionnaire, cela n'eut évidemment aucun effet. Comme il s'agissait de simples ouvriers qui ne risquaient ni mandats parlementaires ni portefeuilles ministériels, mais tout simplement leur santé et leur vie, l'intimidation échoua : les cinq malades, dont un à la veille d'être opéré, furent mis à la porte du sanatorium. Grenoble avait alors une municipalité socialiste, que présidait le docteur Martin, un de ces bourgeois conservateurs qui donnent généralement le ton dans le Parti socialiste et dont Léon Blum est le représentant achevé. Les ouvriers expulsés essayèrent de trouver un défenseur dans la personne du maire. Ce fut en vain : malgré leur insistance, leurs lettres, leurs démarches, ils ne furent même pas reçus. Ils s'adressèrent au journal local de gauche, *La Dépêche*, où radicaux et socialistes forment un cartel indissoluble. En apprenant qu'il s'agissait du sanatorium du Comité des forges, le directeur du journal refusa catégoriquement d'intervenir : tout ce que vous voudrez, mais pas ça. Pour une imprudence à l'égard de cette puissante organisation, *La Dépêche* avait été déjà privée une fois de publicité et avait subi de ce fait une perte de 20 000 francs. À la différence des prolétaires, le directeur de ce journal de gauche, comme le maire, avaient quelque chose à perdre : aussi renoncèrent-ils à la lutte inégale en abandonnant les ouvriers, leurs intestins et leurs reins malades, à leur sort.

Une ou deux fois par semaine, le maire socialiste, remuant de vagues souvenirs de jeunesse, fait un discours où il vante les avantages du socialisme sur le capitalisme. Pendant les élections, *La Dépêche* soutient le maire et son parti. Tout est donc pour le mieux. Le Comité des forges considère avec une tolérance toute libérale ce genre de socialisme qui ne cause pas le plus petit préjudice aux intérêts matériels du capital. Avec 20 000 francs de publicité par an -ces messieurs coûtent si bon marché-, les féodaux de l'industrie lourde et de la banque tiennent pratiquement à leur dévotion un grand journal du cartel ! Et pas seulement ce journal : le Comité des forges a bien sûr assez de moyens, directs ou indirects, pour agir sur messieurs les maires, sénateurs, députés, y compris les maires, les sénateurs, les députés socialistes. Toute la France officielle est placée sous la dictature du capital financier. Dans le dictionnaire Larousse, ce système est désigné sous le nom de « République démocratique ».

Messieurs les députés de gauche et les journalistes, non seulement de l'Isère mais de tous les départements de France, croyaient que leur cohabitation pacifique avec la réaction capitaliste n'aurait pas de fin. Ils se trompaient. Depuis longtemps affaiblie, la démocratie sentit soudain sur sa tempe le canon d'un revolver. De même que les armements de Hitler-acte matériel brutal-causèrent une véritable révolution dans les rapports entre les États en démontrant la vanité et le caractère illusoire de ce qu'il est convenu d'appeler le « droit international », de même les bandes armées du colonel de La Rocque ont jeté la perturbation dans les rapports intérieurs de la France en obligeant tous les partis sans exception à se réorganiser, à s'épurer et à se regrouper.

Frédéric Engels a écrit un jour que l'État, y compris la république démocratique, c'est des bandes armées pour la défense de la propriété ; tout le reste n'est là que pour enjoliver ou masquer ce fait. Les éloquents défenseurs du « droit », genre Herriot et Blum, ont toujours été révoltés par ce cynisme. Mais Hitler et La Rocque, chacun dans sa sphère, viennent de montrer de nouveau qu'Engels avait raison.

Au début de 1934, Daladier était président du Conseil [Premier ministre] par la volonté du suffrage universel, direct et secret : il portait la souveraineté nationale dans sa poche, avec son mouchoir par-dessus. Mais, dès que les bandes de La Rocque, Maurras et Cie montrèrent qu'elles avaient l'audace de tirer des coups de revolver et de couper les jarrets des chevaux de la police, Daladier et sa souveraineté cédèrent la place à l'invalidé politique que désignèrent les chefs de ces bandes. Ce fait a infiniment plus d'importance que toutes les statistiques électorales et on ne saurait l'effacer de l'histoire récente de la France, car il est une indication pour l'avenir.

Il n'est naturellement pas donné à *n'importe quel groupe* armé de revolvers de modifier à tout moment l'orientation politique d'un pays. Seules les bandes armées qui sont les organes d'une classe déterminée peuvent, dans *certaines* circonstances, jouer un rôle décisif. Le colonel de La Rocque et ses partisans veulent assurer « l'ordre » contre les troubles. Et comme, en France, « ordre » signifie domination du capital financier sur la petite et moyenne bourgeoisie et domination de l'ensemble de la bourgeoisie sur le prolétariat et les couches sociales qui en sont proches, les troupes de La Rocque sont tout simplement des bandes armées du capital financier.

Cette idée n'est pas neuve. On peut même la trouver fréquemment exprimée dans *Le Populaire* [organe du PS-SFIO] et *L'Humanité*, encore qu'ils n'aient pas été les premiers à la formuler. Cependant, ces publications ne disent que la moitié de la vérité. L'autre moitié, non moins importante, est que Herriot et Daladier, avec leurs partisans, sont également une agence du capital financier : autrement, le PR n'aurait pas pu être le parti gouvernemental de la France pendant des dizaines d'années. Si l'on ne veut pas jouer à cache-cache, il est nécessaire de dire que La Rocque et Daladier travaillent pour le même patron. Cela ne signifie pas, évidemment, qu'il y ait entre eux ou leurs

méthodes une complète identité. Bien au contraire. Ils se font une guerre acharnée, comme deux agences spécialisées dont chacune possède le secret du salut. Daladier promet de maintenir l'ordre au moyen de la démocratie tricolore. La Rocque estime que le parlementarisme périmé doit être balayé en faveur d'une dictature militaire et policière déclarée. Les méthodes politiques sont opposées, mais les intérêts sociaux sont les mêmes.

La décadence du système capitaliste, sa crise incurable, sa décomposition forment la base historique de l'antagonisme qui existe entre La Rocque et Daladier (nous prenons ces deux noms uniquement pour faciliter l'exposé). Malgré les progrès incessants de la technique et les résultats remarquables obtenus dans certaines branches industrielles, le capitalisme dans l'ensemble freine le développement des forces productives, ce qui détermine une extrême instabilité des rapports sociaux et internationaux. La démocratie parlementaire est intimement liée à l'époque de la libre concurrence et de la liberté du commerce international. La bourgeoisie a pu tolérer le droit de grève, de réunion, de liberté de la presse aussi longtemps que les forces productives étaient en pleine ascension, que les débouchés s'élargissaient, que le bien-être des masses populaires, quoique restreint, augmentait et que les nations capitalistes pouvaient vivre et laisser vivre les autres. Mais plus aujourd'hui. L'époque impérialiste est caractérisée, abstraction faite de l'Union soviétique, par une stagnation et une diminution du revenu national, par une crise agraire chronique et un chômage organique. Ces phénomènes internes sont inhérents à la phase actuelle du capitalisme, comme la goutte et la sclérose à un âge déterminé de l'individu. Vouloir expliquer le chaos économique mondial par les conséquences de la dernière guerre, c'est faire preuve d'un esprit désespérément superficiel, à l'instar de M. Caillaux, du comte Sforza et autres. La guerre n'a pas été autre chose qu'une tentative des pays capitalistes pour faire retomber sur le dos de l'adversaire le krach qui menaçait déjà. Mais la tentative échoua. La guerre ne fit qu'aggraver les signes de décomposition dont l'accentuation actuelle prépare une nouvelle guerre.

Aussi mauvaises que soient les statistiques économiques de la France, qui passent intentionnellement sous silence les antagonismes de classe, elles ne peuvent pas dissimuler les signes manifestes de la décomposition sociale. Parallèlement à la diminution du revenu national, à la chute, en vérité catastrophique, du revenu des campagnes, à la ruine des petites gens des villes, à l'accroissement du chômage, les entreprises géantes, ayant un chiffre d'affaires annuel de 100 à 200 millions et même davantage, font de brillants bénéfices. Le capital financier, dans toute l'acception du terme, suce le sang du peuple français. Telle est la base sociale de l'idéologie et de la politique de « l'Union nationale ».

Des adoucissements et des éclaircies dans le processus de décomposition sont possibles, voire inévitables ; mais ils garderont un caractère strictement conditionné par la conjoncture. Quant à la tendance générale de notre époque, elle place la France, après bien d'autres pays, devant cette alterna-

tive : ou le prolétariat doit renverser l'ordre bourgeois foncièrement gangrené, ou le capital, en vue de sa propre conservation, doit remplacer la démocratie par le fascisme. Pour combien de temps ? Le sort de Mussolini et de Hitler répondra à cette question.

Les fascistes ont tiré, le 6 février 1934, sur l'ordre direct de la Bourse, des banques et des trusts. De ces mêmes positions de commande, Daladier a été sommé de remettre le pouvoir à Doumergue. Et si le ministre radical, président du Conseil, a capitulé avec la pusillanimité qui caractérise les radicaux, c'est parce qu'il a reconnu dans les bandes de La Rocque les troupes de son propre patron. Autrement dit : Daladier, ministre souverain, céda le pouvoir à Doumergue pour la même raison qui fait refuser au directeur de *La Dépêche* et au maire de Grenoble de dénoncer l'odieuse cruauté des agents du Comité des forges.

Cependant, le passage de la démocratie au fascisme comporte des risques de secousses sociales. D'où les hésitations et les désaccords tactiques que l'on constate dans les hautes sphères de la bourgeoisie. Tous les magnats du capital sont pour qu'on continue à renforcer les bandes armées capables de constituer une réserve salubre à l'heure du danger. Mais quelle place accorder à ces bandes dès aujourd'hui ? Doit-on leur permettre de passer tout de suite à l'attaque ou les garder, en attendant, comme moyen d'intimidation ? Autant de questions qui ne sont pas encore résolues. Le capital financier ne croit plus qu'il soit possible aux radicaux d'entraîner derrière eux les masses de la petite bourgeoisie et de maintenir, par la pression de ces masses, le prolétariat dans les limites de la discipline « démocratique ». Mais il ne croit pas davantage que les organisations fascistes, qui manquent encore d'une véritable base de masse, soient capables de s'emparer du pouvoir et d'établir un régime fort.

L'argument qui a incité à la prudence ceux qui dirigent en coulisse, ce n'est pas la rhétorique parlementaire, mais la révolte des ouvriers, la tentative de grève générale-étouffée dès le début par la bureaucratie de Jouhaux-et ensuite les émeutes locales (Toulon, Brest). Les fascistes ayant été remis quelque peu en place, les radicaux respirèrent plus librement. *Le Temps*, qui, dans une série d'articles, avait déjà trouvé le moyen d'offrir sa main et son cœur à la « jeune génération », découvrit de nouveau les avantages du régime libéral, conforme d'après lui au génie français. Ainsi s'est établi un régime instable, transitoire, bâtard, conforme non pas au génie de la France, mais au déclin de la 3^e République. Dans ce régime, ce sont les traits *bonapartistes* qui apparaissent avec le plus de netteté : indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes, liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs, le gouvernement se situant au-dessus des fractions en lutte, c'est-à-dire en fait au-dessus de la nation, pour jouer le rôle d'« arbitre ». Les trois gouvernements Doumergue, Flandin, Laval, avec l'immanquable participation des radicaux humiliés et compromis, ont chacun présenté de légères variantes sur un thème commun.

Lorsque le gouvernement Sarraut fut constitué, Léon Blum, dont la perspicacité comporte deux dimensions au lieu de trois, annonça : « *Les derniers effets du 6 février sont détruits sur le plan parlementaire* » (*Le Populaire*, 2 février 1936). Voilà ce qui s'appelle brosser l'ombre du carrosse avec l'ombre d'une brosse ! Comme si l'on pouvait supprimer « sur le plan parlementaire » la pression des bandes armées du capital financier ! Comme si Sarraut pouvait ne pas sentir cette pression et ne pas trembler devant elle ! En réalité, le gouvernement Sarraut-Flandin est une variété de ce même « bonapartisme » semi-parlementaire à peine incliné à « gauche ». Sarraut lui-même, réfutant l'accusation d'avoir pris des mesures arbitraires, répondit pertinemment au Parlement : « *Si mes mesures sont arbitraires, c'est parce que je veux être un arbitre* ». Cet aphorisme n'aurait pas été déplacé dans la bouche de Napoléon III. Sarraut se sent non pas le mandataire d'un parti déterminé ou d'un bloc de partis au pouvoir, comme le veulent les règles du parlementarisme mais un arbitre au-dessus des classes et des partis, comme le veulent les lois du bonapartisme.

L'aggravation de la lutte de classes et surtout l'entrée en scène des bandes armées de la réaction n'ont pas moins profondément révolutionné les organisations ouvrières. Le Parti socialiste, qui jouait paisiblement le rôle de la cinquième roue du carrosse dans la 3^e République, s'est vu contraint de répudier à moitié ses traditions cartellistes et même de rompre avec son aile droite (néos). Dans le même temps, les communistes accomplissaient l'évolution inverse, mais sur une échelle infiniment plus vaste. Pendant des années ces messieurs avaient rêvé de barricades, de conquête de la rue, etc. (ce rêve, il est vrai, avait surtout un caractère littéraire). Après le 6 février, comprenant que l'affaire était sérieuse, les partisans des barricades se jetèrent à droite. Le réflexe spontané de ces phraseurs apeurés coïncidait d'une façon frappante avec la nouvelle orientation de la diplomatie soviétique.

Devant le danger que représente l'Allemagne hitlérienne, le Kremlin se tourna vers la France. *Statu quo* dans les rapports internationaux ! *Statu quo* dans le régime intérieur de la France ! Espoirs de révolution socialiste ? Chimères ! Les milieux dirigeants du Kremlin ne parlent qu'avec mépris du communisme français. Il faut donc garder ce qui existe pour ne pas risquer d'avoir pire. La démocratie parlementaire en France ne se concevant pas sans les radicaux, faisons en sorte que les socialistes les soutiennent ; ordonnons aux communistes de ne pas gêner le bloc Blum-Herriot ; s'il est possible, faisons-les entrer eux-mêmes dans ce bloc. Ni secousses, ni menaces ! Telle est l'orientation du Kremlin.

Quand Staline répudie la révolution mondiale, les partis bourgeois français ne veulent pas le croire. Ils ont bien tort ! En politique, une confiance aveugle n'est évidemment pas une vertu supérieure. Mais une méfiance aveugle ne vaut guère mieux. Il faut savoir confronter les paroles avec les actes et discerner la tendance générale de l'évolution pour plusieurs années. La politique de Staline, qui est déterminée par les intérêts de la bureaucratie soviétique privilégiée, est devenue foncièrement conservatrice. La bourgeois-

sie française a tout lieu de faire confiance à Staline. Le prolétariat français a les mêmes raisons de se méfier.

Au congrès d'unité de Toulouse [fusion de la CGT et de la CGTU], le « communiste » Racamond a donné de la politique du Front populaire une formule digne de passer à la postérité : « *Comment vaincre la timidité du Parti radical ?* » Comment vaincre la peur qu'a la bourgeoisie du prolétariat ? Très simplement : les farouches révolutionnaires doivent jeter le couteau qu'ils serraient entre leurs dents, se pommader les cheveux et arborer le sourire de la plus charmante des odalisques ; Vaillant-Couturier dernière manière en sera le prototype. Sous la pression des « communistes » pommadés, que de toutes leurs forces poussaient à droite les socialistes en train d'évoluer vers la gauche, Blum a dû changer une fois de plus de cap. Il le fit, heureusement, dans le sens habituel. Ainsi se constitua le Front populaire : compagnie d'assurance de banquieroutiers radicaux aux frais du capital des organisations ouvrières.

Le PR est inséparable de la franc-maçonnerie. C'est tout dire. Lors des débats qui eurent lieu à la Chambre des députés sur les ligues fascistes, M. Xavier Vallat rappela que Trotsky avait, à une époque, « interdit » aux communistes d'adhérer aux loges maçonniques. M. Jammy Schmidt, qui est, paraît-il, une autorité en la matière, s'empressa d'expliquer cette interdiction par l'incompatibilité du bolchevisme despotique avec « l'esprit de liberté ». Nous ne voyons pas la nécessité de polémiquer sur ce thème avec le député du PR. Mais aujourd'hui encore nous estimons que le représentant ouvrier qui va chercher son inspiration ou sa consolation dans la fade religion maçonnique de la collaboration des classes ne mérite pas la moindre confiance. Ce n'est pas par hasard si le Cartel s'est accompagné d'une large participation des socialistes aux loges maçonniques. Mais le temps est venu pour les communistes repentis d'en faire autant. Au demeurant, ces nouveaux initiés n'en seront que plus à l'aise, en tablier, pour servir les vieux patrons du Cartel.

Le Front populaire, nous dit-on non sans indignation, n'est nullement un cartel, mais un mouvement de masse. Les définitions pompeuses ne manquent pas, certes, mais elles ne changent rien aux choses. Le but du Cartel des gauches a toujours été de *freiner* le mouvement de masse en l'orientant vers la collaboration de classe. Le Front populaire a exactement le même but. La différence entre eux- et elle est de taille-, c'est que le Cartel traditionnel a vu le jour au cours des époques de stabilité et de calme du régime parlementaire. Aujourd'hui que les masses sont impatientes et prêtes à exploser, il est nécessaire de disposer d'un frein plus solide, avec la participation des « communistes ». Les meetings communs, les cortèges à grand spectacle, les serments, le mariage du drapeau de la Commune avec le drapeau de Versailles, le tintamarre, la démagogie, tout cela n'a qu'un but : contenir et démorraliser le mouvement de masse.

Pour se justifier devant les droites, Sarraut a déclaré à la Chambre [Assemblée nationale] que ses inoffensives concessions au Front populaire

ne constituent rien de plus que la *soupage de sûreté* du régime. Cette franchise aurait pu paraître imprudente. Mais l'extrême-gauche la couvrit d'applaudissements. Sarraut n'avait donc aucune raison de se gêner. De toute façon, il a réussi à donner, peut-être sans le vouloir, une définition du Front populaire : une soupage de sûreté contre le mouvement de masse. En général, M. Sarraut a la main heureuse pour les aphorismes !

La politique extérieure est la continuation de la politique intérieure. Ayant complètement abandonné le point de vue du prolétariat, Blum, Cachin et Cie adoptent sous le masque de la « sécurité collective » et du « droit international » -le point de vue de l'impérialisme national. Ils nous préparent la même politique d'abdication qu'ils ont suivie de 1914 à 1918 en y ajoutant seulement : « pour la défense de l'URSS ». Quand, de 1918 à 1923, la diplomatie soviétique s'est fréquemment vue obligée de louvoyer et de passer des accords, il ne vint jamais à l'esprit d'une seule section de l'Internationale communiste qu'elle pourrait faire bloc avec sa bourgeoisie ! À elle seule, cela n'est-il pas la preuve de la sincérité de Staline quand il répudie la révolution mondiale ?

Pour les mêmes motifs qui poussent les chefs actuels de l'Internationale communiste à se coller aux mamelles de la « démocratie » dans la période de son agonie, ils découvrent le radieux visage de la Société des Nations alors que la parcourt déjà le hoquet de la mort. Ainsi s'est créée une plateforme de politique extérieure commune entre les radicaux et l'Union soviétique. Le programme intérieur du Front populaire est un assemblage de lieux communs qui permettent une interprétation aussi libre que le Covenant de Genève. Le sens général du programme est celui-ci : pas de changement. Or, les masses veulent du changement et c'est en cela que réside le fond de la crise politique.

En désarmant politiquement le prolétariat, les Blum, Paul Faure, Cachin, Thorez tiennent surtout à ce qu'il ne s'arme pas physiquement. La propagande de ces messieurs ne se différencie pas des sermons religieux sur la supériorité des principes moraux. Engels qui enseignait que la possession du pouvoir d'État est une question de bandes armées, Marx qui regardait l'insurrection comme un art, apparaissent aux députés, aux sénateurs et maires actuels du Front populaire comme des sauvages du Moyen-Âge. Le *Populaire* passe pour la centième fois un dessin représentant un ouvrier désarmé avec cette légende : « *Vous comprendrez que nos poings nus sont plus solides que toutes vos matraques* ». Quel splendide mépris pour la technique militaire ! À cet égard, le Négus lui-même a des vues plus avancées. Pour ces gens, les coups d'État en Italie, en Allemagne, en Autriche n'existent pas. Cesseront-ils de vanter les « poings nus », quand La Rocque leur passera les menottes ? Par moment, on en arrive presque à regretter de ne pouvoir faire subir cette expérience à messieurs les chefs, sans que les masses aient à en souffrir.



Vu sous l'angle du régime bourgeois, le Front populaire est un épisode de la rivalité entre le radicalisme et le fascisme pour gagner l'attention et les faveurs du grand capital. En fraternisant d'une façon théâtrale avec les socialistes et les communistes, les radicaux veulent montrer au patron que le régime n'est pas aussi malade que les droites le prétendent ; que le danger de révolution est exagéré ; que Vaillant-Couturier lui-même a troqué son couteau contre un collier ; que par les « révolutionnaires » apprivoisés on peut dissiper les masses ouvrières et, par conséquent, sauver le système parlementaire de la faillite.

Tous les radicaux ne croient pas à cette manœuvre ; les plus sérieux et les plus influents, Herriot en tête, préfèrent adopter une attitude d'attente. Mais en fin de compte eux-mêmes ne peuvent pas proposer autre chose. La crise du parlementarisme est avant tout une crise de confiance de l'électeur à l'égard du radicalisme.

Tant qu'on n'aura pas découvert le moyen de rajeunir le capitalisme il n'existera pas de recette pour sauver le Parti radical. Celui-ci n'a le choix qu'entre différents genres de mort politique. Un succès relatif aux prochaines élections n'empêcherait pas et même ne retarderait pas bien longtemps son effondrement.

Les chefs du Parti socialiste, les politiciens les plus insoucians de France, ne s'embarrassent pas de la sociologie du front populaire : personne ne peut rien tirer d'intéressant des interminables monologues de Léon Blum. Quant aux communistes, qui sont extrêmement fiers d'avoir pris l'initiative de la collaboration avec la bourgeoisie, ils présentent le Front populaire comme *l'alliance du prolétariat avec les classes moyennes*. Quelle parodie du marxisme ! Non, le Parti radical n'est pas le parti de la petite bourgeoisie Il n'est pas davantage un « *bloc de la moyenne et de la petite bourgeoisie* », selon la définition absurde de la *Pravda*. Non seulement la moyenne bourgeoisie exploite la petite bourgeoisie sur le plan économique comme sur le plan politique, mais elle est elle-même une agence du capital financier. Désigner, sous le terme neutre de « bloc », des rapports politiques hiérarchiques fondés sur l'exploitation, c'est se moquer de la réalité. Un cavalier n'est pas un bloc homme-cheval. Si le parti Herriot-Daladier a des racines dans les masses petites-bourgeoises et, dans une certaine mesure, jusque dans les milieux ouvriers, c'est uniquement pour les duper dans l'intérêt du régime capitaliste. *Les radicaux sont le parti démocratique de l'impérialisme français*. Toute autre définition est un leurre.

La crise du système capitaliste désarme les radicaux en leur enlevant les moyens traditionnels qui leur permettaient d'endormir la petite bourgeoisie. Les classes moyennes commencent à sentir, sinon à comprendre, qu'on ne sauvera pas la situation par de misérables réformes et qu'une refonte hardie du régime actuel est devenue nécessaire. Mais radicalisme et hardiesse vont ensemble comme l'eau et le feu. Le fascisme se nourrit avant tout de la méfiance croissante de la petite bourgeoisie à l'égard du radicalisme. On peut dire sans exagérer que le sort de la politique de la France ne tardera pas à se décider dans une large mesure selon la manière dont sera liquidé le radicalisme et selon que ce sera le fascisme ou le parti du prolétariat qui prendra sa succession, c'est-à-dire qui héritera de son influence sur les masses petites-bourgeoises.

Un principe élémentaire de la stratégie marxiste est que l'alliance du prolétariat avec les petites gens des villes et des campagnes doit se réaliser uniquement dans la lutte irréductible contre la représentation parlementaire traditionnelle de la petite-bourgeoisie. Pour gagner le paysan à l'ouvrier, il faut le détacher du politicien radical qui l'asservit au capital financier. Contrairement à cela, le Front populaire, complot de la bureaucratie ouvrière avec les pires exploiters politiques des classes moyennes, est tout simplement capable de tuer la foi des masses dans les méthodes révolutionnaires et de les jeter dans les bras de la contre-révolution fasciste.

Aussi invraisemblable que cela paraisse, quelques cyniques essayent de justifier la politique du Front populaire en se référant à Lénine, qui, paraît-il, a démontré qu'on ne pouvait pas se passer de « compromis » et notamment d'accords avec d'autres partis. Pour les chefs de l'Internationale communiste d'aujourd'hui, outrager Lénine est devenu une règle ; ils piétinent la doctrine

du fondateur du Parti bolchevik et vont ensuite s'incliner à Moscou devant son mausolée.

Lénine a commencé sa tâche dans la Russie tsariste, où non seulement les ouvriers, les paysans, les intellectuels, mais de larges milieux bourgeois combattait l'ancien régime. Si, d'une façon générale, la politique du Front populaire avait pu avoir sa justification, il semblerait que ce fût avant tout dans un pays qui n'avait pas encore fait sa révolution bourgeoise. Messieurs les falsificateurs feraient bien d'indiquer dans quelle phase, à quel moment et dans quelles circonstances le Parti bolchevik a réalisé en Russie un semblant de Front populaire ? Qu'ils fassent travailler leurs méninges et fouillent dans les documents historiques !

Les bolcheviks ont passé des accords d'ordre pratique avec les organisations révolutionnaires petites-bourgeoises pour le transport clandestin en commun des écrits révolutionnaires, parfois pour l'organisation en commun d'une manifestation dans la rue ou pour riposter aux bandes de pogromistes. Lors des élections à la Douma, ils ont eu recours, dans certaines circonstances et au deuxième degré, à des blocs électoraux avec les mencheviks ou avec les socialistes révolutionnaires. C'est tout. Ni « programmes » communs ni organismes permanents, ni renoncement à critiquer les alliés du moment. Ce genre d'accords et de compromis épisodiques, strictement limités à des buts précis -Lénine n'avait en vue que ceux-là- n'avait rien de commun avec le Front populaire, qui représente un conglomérat d'organisations hétérogènes, une alliance durable de classes différentes liées pour toute une période -et quelle période !- par une politique et un programme communs-une politique de parade, de déclamation et de poudre aux yeux. À la première épreuve sérieuse, le Front populaire se brisera et toutes ses parties constitutives en sortiront avec de profondes lésions. La politique du Front populaire est une politique de trahison.

La règle du bolchevisme en ce qui concerne les blocs était la suivante : *Marcher séparément, vaincre ensemble !* La règle des chefs de l'Internationale communiste aujourd'hui est devenue : *Marcher ensemble pour être battus séparément.* Que ces messieurs se cramponnent à Staline et à Dimitrov, mais qu'ils laissent Lénine en paix.

Il est impossible de ne pas s'indigner quand on lit les déclarations de chefs vantards qui prétendent que le Front populaire a « sauvé » la France du fascisme ; en réalité, cela veut tout simplement dire que nos héros affolés se sont épargnés par leurs encouragements mutuels une frayeur plus grande encore. Pour combien de temps ? Entre le premier soulèvement de Hitler et son arrivée au pouvoir, il s'est écoulé dix années, marquées par des alternances de flux et de reflux. À l'époque, les Blum et les Cachin allemands ont maintes fois proclamé leur « victoire » sur le national-socialisme. Nous ne les avons pas crus et nous n'avons pas eu tort. Néanmoins, cette expérience n'a rien appris aux cousins français de Wels et de Thälmann. Certes, en Allemagne, les communistes n'ont pas participé au Front populaire qui groupait

la sociale-démocratie, la bourgeoisie de gauche et le Centre catholique (« alliance du prolétariat avec les classes moyennes » !). En ce temps-là, l'IC repoussait même les accords de combat entre organisations ouvrières contre le fascisme. Les résultats, on les connaît. Notre sympathie la plus chaleureuse pour Thälmann, en tant que prisonnier des bourreaux, ne peut pas nous empêcher de dire que sa politique, c'est-à-dire la politique de Staline, a plus fait pour la victoire de Hitler que la politique de Hitler lui-même. Ayant tourné casaque, l'Internationale communiste applique aujourd'hui en France la politique suffisamment connue de la sociale-démocratie allemande. Est-il vraiment si difficile d'en prévoir les résultats ?

Les prochaines élections parlementaires, quelle que soit leur issue, n'apporteront pas, *par elles-mêmes*, de changements sérieux dans la situation : en définitive, les électeurs sont priés de choisir entre un arbitre genre Laval et un arbitre genre Herriot-Daladier. Mais comme Herriot a tranquillement collaboré avec Laval et que Daladier les a soutenus tous les deux la différence qui les sépare, si on la mesure à l'échelle des problèmes historiques qui sont posés, est insignifiante.

Faire croire que Herriot-Daladier sont capables de déclarer la guerre aux « deux cents familles » qui gouvernent la France, c'est duper impudemment le peuple. Les deux cents familles ne sont pas suspendues entre ciel et terre, elles constituent le couronnement organique du système du capital financier. Pour avoir raison des deux cents familles, il faut renverser le régime économique et politique au maintien duquel Herriot et Daladier ne sont pas moins intéressés que Tardieu et La Rocque. Il ne s'agit pas de la lutte de la « nation » contre quelques féodaux, comme la présente *L'Humanité* mais de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, de la lutte des classes qui ne peut être tranchée que par la révolution. Le complot anti-ouvrier des chefs du Front populaire est devenu le principal obstacle dans cette voie.

On ne peut pas dire d'avance combien de temps encore des gouvernements semi-parlementaires, semi-bonapartistes continueront à se succéder en France et par quelles phases précises le pays passera au cours de la prochaine période. Cela dépendra de la conjoncture économique nationale et mondiale, de l'atmosphère internationale, de la situation en URSS, du degré de stabilité du fascisme italien et allemand, de la marche des événements en Espagne, enfin-et ce n'est pas le facteur le moins important-de la clairvoyance et de l'activité des éléments avancés du prolétariat français. Les convulsions du franc peuvent hâter le dénouement. Une coopération plus étroite de la France avec l'Angleterre est de nature à le retarder. De toute façon, l'agonie de la « démocratie » peut durer beaucoup plus longtemps en France que la période préfasciste Brüning-Papen-Schleicher n'a duré en Allemagne ; mais elle ne cessera pas pour cela d'être une agonie. La démocratie sera balayée. La question est uniquement de savoir *qui* la balayera.

La lutte contre les deux cents familles, contre le fascisme et la guerre-pour la paix, le pain, la liberté et autres belles choses-est, ou bien un leurre, ou bien

une lutte pour renverser le capitalisme. Le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir se pose devant les travailleurs français non pas comme un objectif lointain, mais comme la tâche de la période qui s'ouvre. Or, les chefs socialistes et communistes non seulement se refusent à procéder à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, mais ils s'y opposent de toutes leurs forces. En même temps qu'ils fraternisent avec la bourgeoisie, ils traquent et expulsent les bolcheviks. Telle est la violence de leur haine de la révolution et de la peur qu'elle leur inspire ! Dans cette situation, le plus mauvais rôle est joué par les pseudo-révolutionnaires du type Marceau Pivert qui promettent de renverser la bourgeoisie, mais avec la permission de Léon Blum !

Toute la marche du mouvement ouvrier français au cours de ces douze dernières années a mis à l'ordre du jour la nécessité de créer un *nouveau parti révolutionnaire*.

Vouloir deviner si les événements laisseront « suffisamment » de temps pour fonder le nouveau parti, c'est se livrer à la plus stérile des occupations. Les ressources de l'histoire en ce qui concerne les possibilités diverses, les formes de transition, les étapes, les accélérations et les retards sont inépuisables. Sous l'empire des difficultés économiques, le fascisme peut prendre prématurément l'offensive et subir une défaite. Un répit durable en résulterait. Au contraire, il peut par prudence adopter trop longtemps une attitude d'attente et de ce fait offrir de nouvelles chances aux organisations révolutionnaires. Le Front populaire peut se briser sur ses propres contradictions avant que le fascisme soit capable de livrer une bataille générale : il en résulterait une période de regroupement et de scissions dans les partis ouvriers et une cristallisation rapide d'une avant-garde révolutionnaire. Les mouvements spontanés des masses, selon l'exemple de Toulon et de Brest, peuvent prendre une grande ampleur et créer un point d'appui solide pour le levier révolutionnaire. Enfin, même une victoire du fascisme en France, qui, théoriquement, n'est pas impossible, ne veut pas dire que celui-ci resterait au pouvoir un millier d'années, comme Hitler l'annonce, ni que cette victoire créerait une situation comparable à celle dont a bénéficié Mussolini. Si le crépuscule du fascisme commençait en Italie ou en Allemagne, il ne tarderait pas à s'étendre à la France. Dans l'hypothèse la moins favorable, construire un parti révolutionnaire, c'est hâter l'heure de la revanche. Les sages qui se débarrassent de cette tâche urgente en prétendant que les « conditions ne sont pas mûres » démontrent seulement qu'ils ne sont pas mûrs eux-mêmes pour ces conditions.

Les marxistes français, comme ceux de tous les pays, doivent, d'une certaine manière, recommencer à zéro, mais à un degré historiquement plus élevé que leurs prédécesseurs. La décadence de l'Internationale communiste, plus honteuse que la décadence de la sociale-démocratie en 1914, gêne considérablement, au début, la marche en avant. Le recrutement des nouveaux cadres se fait avec lenteur au cours de la lutte cruelle que soutient la classe ouvrière

contre le front uni de la bureaucratie réactionnaire et patriote. D'un autre côté, ces difficultés, qui ne se sont pas abattues par hasard sur le prolétariat, permettront de mieux sélectionner et de mieux éprouver les premières phalanges du nouveau parti et de la nouvelle internationale.

Seule une infime partie des cadres de l'Internationale communiste avaient commencé leur éducation révolutionnaire au début de la guerre, avant la révolution d'Octobre. Ceux-là, presque sans exception, se trouvent tous actuellement en dehors de la 3^e Internationale. Leurs successeurs ont adhéré à la révolution d'Octobre quand celle-ci avait déjà triomphé : c'était plus facile. Mais de cette deuxième vague elle-même il ne reste que peu de choses. La majeure partie des cadres actuels de l'IC a adhéré non pas au programme bolchevik, non pas au drapeau révolutionnaire, mais à la bureaucratie soviétique. Ce ne sont pas des lutteurs, mais des fonctionnaires dociles, des aides de camp, des grooms. De là vient que la 3^e Internationale se conduit d'une manière si peu glorieuse dans une situation historique riche de grandes possibilités révolutionnaires.

La 4^e Internationale se hisse sur les épaules de ses trois devancières. Elle reçoit des coups, de front, de côté, et par derrière. Les carriéristes, les poltrons et les philistins n'ont rien à faire dans ses rangs. Une portion, inévitable au début, de sectaires et d'aventuriers s'en ira à mesure que le mouvement grandira. Laissons les pédants et les sceptiques hausser les épaules au sujet des « petites » organisations qui publient de « petits » journaux et lancent des défis au monde entier. Les révolutionnaires sérieux passeront à côté d'eux avec mépris. La révolution d'Octobre avait, elle aussi, commencé à marcher dans des souliers d'enfant...

Les puissants Parti socialiste-révolutionnaire et Parti menchevik, qui, pendant des mois, formèrent en Russie un « Front populaire » avec le Parti constitutionnel démocrate, tombèrent en poussière sous les coups d'une « poignée de fanatiques » du bolchevisme. Le SPD et le KPD en Allemagne, le SDAP-SPÖ en Autriche ont trouvé une mort sans gloire sous les coups du fascisme. L'époque qui va commencer pour l'humanité européenne ne laissera pas trace dans le mouvement ouvrier de tout ce qui est équivoque et gangrené. Tous ces Jouhaux, Citrine, Blum, Cachin, Vandervelde, Caballero ne sont que des fantômes. Les sections de la 2^e et de la 3^e Internationale quitteront la scène sans éclat les unes après les autres. Un nouveau et grandiose regroupement des rangs ouvriers est inévitable. Les jeunes cadres révolutionnaires acquerront de la chair et du sang. La victoire n'est concevable que sur la base des méthodes bolcheviks...

[préface du 28 mars 1936 à la 2^e édition en français de *Terrorisme et communisme*, écrit par Trotsky en 1920]

L'étape décisive



Le rythme des événements en France s'est brusquement accéléré. Auparavant, il fallait apprécier le caractère prérévolutionnaire de la situation sur la base de l'analyse théorique et de divers symptômes politiques. Maintenant, les faits parlent d'eux-mêmes. On peut dire sans exagération qu'il n'y a dans toute la France que deux partis dont les chefs ne voient, ne comprennent ou ne veulent pas voir toute la profondeur de la crise révolutionnaire : les Partis « socialiste » et « communiste », auxquels on peut ajouter, assurément les chefs syndicaux « indépendants ». Les masses ouvrières sont en train de créer, par leur action directe, une situation révolutionnaire. La bourgeoisie craint mortellement le développement des événements. Elle

prend dans les coulisses, sous le nez du nouveau gouvernement, toutes les mesures nécessaires pour résister et se sauver, tromper de nouveau, écraser la classe ouvrière et préparer une sanglante revanche. Seuls les chefs « socialistes » et « communistes » continuent à bavarder sur le Front populaire comme si la lutte des classes n'avait pas déjà renversé leur méprisable château de cartes.

Blum déclare : « Le pays a donné un mandat au Front populaire, et nous ne pouvons sortir des cadres de ce mandat ». Blum, en réalité, trompe son propre parti et tente de tromper le prolétariat. Les staliniens qui se nomment toujours « communistes », l'aident dans cette tâche. En fait, socialistes et communistes utilisent tous les trucs, toutes les ficelles et les nœuds coulants de la mécanique électorale pour venir à bout des masses laborieuses dans l'intérêt de l'alliance avec le radicalisme bourgeois. L'essence politique de la crise s'exprime dans le fait que *le peuple a la nausée des radicaux et de leur 3^e République*. C'est ce fait que les fascistes tentent d'utiliser. Qu'ont fait socialistes et communistes ?

Ils se sont portés garants des radicaux devant le peuple, ils les ont présentés comme injustement calomniés, ils ont fait croire aux ouvriers et aux paysans que leur salut était dans un gouvernement Daladier. C'est à ce diapason que fut orchestrée toute leur campagne électorale. Comment les masses ont-elles

répondu ? Elles ont donné aux communistes une énorme augmentation de voix et de mandats parce qu'ils figurent à l'extrême gauche. Les masses ne comprennent pas en effet tous les tournants des mercenaires de la diplomatie soviétique, car elles ne peuvent les vérifier dans leur propre expérience. *Elles n'apprennent que dans l'action. Elles n'ont pas le temps d'acquérir des connaissances théoriques.* Quand un million et demi d'électeurs donnent leurs voix aux communistes, la majorité dit à ces derniers : « Nous voulons que vous fassiez en France ce que les bolcheviks ont fait chez eux en octobre 1917 ». Telle est la volonté réelle de la partie la plus active de la population, de celle qui est capable de lutter et d'assurer l'avenir de la France. Telle est la première leçon des élections.

Les socialistes ont sensiblement maintenu le nombre de leurs voix, malgré la scission de l'important groupe néo. Dans cette question aussi, les masses ont donné à leurs « chefs » une grande leçon. Les néos voulaient à tout prix le Cartel, c'est-à-dire la collaboration avec la bourgeoisie républicaine au nom du salut et de l'épanouissement de la « République ». C'est précisément sur cette ligne qu'ils se sont séparés des socialistes et se sont présentés contre eux aux élections. Or les électeurs leur ont tourné le dos, les néos se sont effondrés. Il y a deux ans, nous avions prédit que le développement politique futur tuerait d'abord les petits groupes qui gravitaient autour des radicaux. Dans le conflit entre les socialistes et les néos, les masses ont jugé et elles ont rejeté le groupe qui proposait le plus systématiquement et le plus résolument l'alliance avec la bourgeoisie. Telle est la seconde leçon des élections. Le Parti socialiste n'est un parti ouvrier ni par sa politique, ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Une analyse sérieuse des statistiques électorales démontrerait sans aucun doute que les socialistes ont cédé aux communistes une fraction importante des voix des ouvriers et des paysans pauvres et qu'ils ont en échange reçu des radicaux celles de groupes importants des classes moyennes. Cela signifie que la petite bourgeoisie se déplace des radicaux vers la gauche- vers les socialistes et les communistes-tandis que des groupes de la grande et moyenne bourgeoisie se séparent des radicaux pour aller plus à droite. Le regroupement est en train de s'opérer selon les axes des classes, et non suivant la ligne artificielle du « Front populaire ». La rapidité de la polarisation des rapports politiques souligne, le caractère révolutionnaire de la crise. Telle est la troisième leçon, la leçon fondamentale.

L'électeur a par conséquent manifesté sa volonté-autant qu'il a eu la possibilité de la manifester dans la camisole de force du parlementarisme-non pas pour la politique du Front populaire, mais contre elle. Au second tour, certes, en retirant leurs candidatures en faveur de bourgeois radicaux, socialistes et communistes ont plus profondément encore altéré la volonté politique des travailleurs de France. Malgré cela, les radicaux sortent des élections les côtes rompues, ayant perdu un bon tiers de leurs sièges. *Le*

Temps dit : « C'est parce qu'ils sont entrés dans un bloc avec les révolutionnaires ». Daladier réplique : « Sans le Front populaire, nous aurions perdu plus ». Daladier a incontestablement raison. Si socialistes et communistes avaient mené une politique de classe, c'est-à-dire s'ils avaient lutté pour l'alliance des ouvriers et des éléments semi-prolétaires de la ville et du village contre la bourgeoisie dans son ensemble, y compris son aile radicale pourrie, ils auraient eu infiniment plus de voix, et les députés radicaux ne seraient revenus à la Chambre qu'en nombre insignifiant.

Tous les faits politiques démontrent que, ni dans les rapports sociaux en France, ni dans l'état d'esprit des masses, il n'y a d'appui pour le Front populaire. Cette politique est imposée par en haut : par la bourgeoisie radicale, par les maquignons et les affairistes socialistes, par les diplomates soviétiques et leurs laquais « communistes ». De toutes leurs forces réunies, ils font tout ce que l'on peut faire, à l'aide du plus malhonnête des systèmes électoraux, pour tromper et pour abuser politiquement les masses populaires, pour altérer leur volonté réelle. Même dans ces conditions, les masses ont su montrer qu'elles veulent, non une coalition avec les radicaux, mais le rassemblement des travailleurs contre toute la bourgeoisie.

Si des candidatures ouvrières révolutionnaires avaient été présentées au second tour dans toutes les circonscriptions où socialistes et communistes se sont désistés pour des radicaux, elles auraient recueilli un grand nombre de voix. Malheureusement, il ne s'est pas trouvé d'organisation capable d'une telle initiative. Cela montre que les groupes révolutionnaires centraux demeurent en dehors de la dynamique des événements et préfèrent s'abstenir et s'esquiver là où il faudrait agir. C'est triste ! Mais l'orientation générale des masses est malgré tout parfaitement claire.

Socialistes et communistes avaient travaillé de toutes leurs forces à préparer un gouvernement Herriot ; à la rigueur, un gouvernement Blum. N'est-ce pas un vote direct contre la politique du Front populaire ?

Peut-être faut-il encore des preuves supplémentaires ? La manifestation à la mémoire des Communards a, semble-t-il, dépassé cette année toutes les manifestations populaires qu'avait jamais vues Paris auparavant. Les radicaux n'avaient et ne pouvaient avoir le moindre rapport avec cette manifestation. Les masses laborieuses de Paris, avec un sûr instinct politique, ont montré qu'elles sont prêtes à être deux fois plus nombreuses là où elles ne sont pas obligées de subir la fraternisation qui leur répugne entre leurs chefs et les exploités bourgeois. La puissance de la manifestation du 24 mai est le désaveu le plus convaincant et le plus indiscutable du Paris ouvrier à la politique du Front populaire.

Mais, dira-t-on, sans le Front populaire, la Chambre des députés dans laquelle socialistes et communistes n'ont malgré tout pas la majorité, ne serait pas gouvernable, et les radicaux-catastrophe !-seraient rejetés « dans les bras de la réaction ». Raisonnablement bien digne des philistins poltrons qui

se trouvent à la tête des Partis socialiste et communiste. Le fait *que la Chambre ne soit pas gouvernable est précisément la conséquence inévitable du caractère révolutionnaire de la crise*. On a réussi à le dissimuler par toute une série de fourberies politiques, mais demain le révélera avec éclat. Afin de ne pas pousser les radicaux, réactionnaires jusqu'à la moelle de leurs os, il faut s'unir avec eux pour défendre le capital : c'est en cela et en cela seulement que réside la mission du Front populaire. Mais les ouvriers sauront l'empêcher.

La Chambre n'est pas gouvernable parce que la crise actuelle n'ouvre aucune issue parlementaire. Là aussi, les masses travailleuses françaises, avec le sûr instinct révolutionnaire qui les caractérise, ont, sans se tromper, saisi ce trait important de la situation. À Toulon et à Brest, elles ont, tiré les premiers signaux d'alarme. Les protestations des soldats contre le « rabiote » -la prolongation du service militaire- représentaient la forme d'action directe des masses la plus dangereuse pour l'ordre bourgeois. Dans les journées enfin où le congrès socialiste acceptait à l'unanimité-y compris le phraseur Marceau Pivert-le mandat du Front populaire, et le remettait à Léon Blum, dans les journées où Blum se regardait de tous côtés dans la glace, faisait des gestes pré-gouvernementaux, poussait des exclamations pré-gouvernementales et les commentait dans des articles où il s'agissait toujours de Blum et jamais du prolétariat, précisément dans ces journées, une vague magnifique, véritablement printanière, de grèves a déferlé sur la France. Ne trouvant pas de direction, marchant de l'avant sans direction, les ouvriers, avec hardiesse et assurance, ont occupé les usines après avoir arrêté le travail.

Le nouveau gendarme du capital, Salengro, a déclaré, avant même d'avoir pris le pouvoir, absolument comme l'aurait fait Herriot, ou Laval, Tardieu ou La Rocque, qu'il défendrait « l'ordre contre l'anarchie ». Cet individu appelle l'ordre l'anarchie capitaliste et anarchie la lutte pour l'ordre socialiste. L'occupation, bien qu'encore pacifique, des fabriques et des usines par les ouvriers a, en tant que symptôme, une énorme importance. Les travailleurs disent : « Nous voulons être les maîtres dans les établissements où nous n'avons jusqu'à maintenant été que des esclaves ».

Lui-même mortellement effrayé, Léon Blum veut faire peur aux ouvriers et leur dit : « *Je ne suis pas Kerensky ; et, en France, après Kerensky, ce n'est pas Lénine qui viendrait, mais quelqu'un d'autre* ». On peut supposer, bien sûr, que le Kerensky de Russie avait compris la politique de Lénine ou qu'il avait prévu sa venue au pouvoir. En fait, exactement comme Blum, Kerensky essayait de faire croire aux ouvriers qu'au cas où il serait renversé, ce ne serait pas le bolchevisme qui viendrait au pouvoir, mais « quelqu'un d'autre ». Et précisément, là où Blum cherche à se distinguer de Kerensky, il l'imité servilement. Il est impossible, pourtant, de ne pas reconnaître que dans la mesure où l'affaire dépend de Blum, c'est au fascisme qu'il fraye en réalité la voie, non au prolétariat.

Plus criminelle et plus infâme que tout est, dans cette situation, la conduite des communistes : ils ont promis de soutenir à fond le gouvernement Blum sans y entrer. « Nous sommes de trop terribles révolutionnaires, disent Cachin et Thorez ; nos collègues radicaux pourraient en mourir d'effroi, il vaut mieux que nous nous tenions à l'écart ». Le ministérialisme dans les coulisses est dix fois pire que le ministérialisme ouvert et déclaré. En fait, les communistes veulent conserver leur indépendance extérieure pour pouvoir d'autant mieux assujettir les masses ouvrières au Front populaire, c'est-à-dire à la discipline du capital. Mais, là aussi, la lutte des classes fait obstacle. La simple et honnête grève de masse détruit impitoyablement la mystique et la mystification du front populaire. Le coup qu'il a reçu est mortel, il est dès maintenant condamné.

Il n'existe aucune issue sur la voie parlementaire. Blum ne peut inventer la poudre car il la craint trop. Les machinations à venir du Front populaire ne peuvent que prolonger l'agonie du parlementarisme et donner à La Rocque un délai pour se préparer à un nouveau coup, plus sérieux... si les révolutionnaires ne le devançant pas.

Après le 6 février 1934, quelques camarades impatients pensaient que le dénouement allait venir « demain », et que pour cette raison il fallait immédiatement faire quelque miracle. Une telle « politique » ne pouvait rien donner, sinon des aventures et des zigzags qui ont extraordinairement entravé le développement du parti révolutionnaire. On ne peut pas rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus désormais perdre de temps, car il en reste peu. Même aujourd'hui, nous ne fixerons pas de délai. Mais, après la grande vague de grèves, les événements ne peuvent se développer que vers la révolution ou vers le fascisme. L'organisation qui ne trouvera pas appui dans le mouvement gréviste actuel, qui ne saura pas se lier étroitement aux ouvriers en lutte, est indigne du nom d'organisation révolutionnaire. Ses membres feraient mieux de se chercher une place dans les hospices ou dans les loges maçonniques-avec la protection de M. Pivert !

En France, il existe d'assez nombreux messieurs des deux sexes, ex-communistes, ex-socialistes, ex-syndicalistes, qui vivent en groupes et en cliques, échangent entre quatre murs leurs impressions sur les événements et pensent que le moment n'est pas venu de leur participation éclairée « Il est encore trop tôt ». Quand viendra La Rocque, ils diront : « Il est maintenant trop tard ». Des raisonneurs stériles de ce genre sont nombreux en particulier dans l'aile gauche du syndicat des instituteurs. Ce serait le plus grand crime de perdre pour ce public ne fût-ce qu'une minute. Que les morts enterrent les morts !

Le sort de la France ne se décide maintenant ni au Parlement, ni dans les salles de rédaction des journaux conciliateurs, réformistes et staliniens, ni dans les cercles de sceptiques, de geignards et de phraseurs. Le sort de la France se décide dans les usines qui ont su, par l'action, montrer la voie, l'issue de l'anarchie capitaliste vers l'ordre socialiste. La place des

révolutionnaires est dans les usines !

Le dernier congrès de l'Internationale communiste, dans sa cuisine éclectique, a juxtaposé la coalition avec les radicaux et la création de comités d'action de masse, c'est-à-dire de soviets embryonnaires. Dimitrov et ses inspirateurs s'imaginent qu'on peut combiner collaboration et lutte des classes, bloc avec la bourgeoisie et lutte pour le pouvoir du prolétariat, amitié avec Daladier et construction des soviets. Les staliniens français ont baptisé les comités d'action « comités de Front populaire », s'imaginant qu'ils conciliaient ainsi la lutte révolutionnaire avec la défense de la démocratie bourgeoise. Les grèves actuelles sont en train de mettre en pièces cette pitoyable illusion. Les radicaux ont peur des comités. Les socialistes ont peur de la peur des radicaux. Les communistes ont peur de la peur des uns et des autres. Le mot d'ordre des comités ne peut être abordé que par une véritable organisation révolutionnaire, absolument dévouée aux masses, à leur cause, à leur lutte. Les ouvriers français viennent de montrer de nouveau qu'ils sont dignes de leur réputation historique. Il faut leur faire confiance. Les soviets sont toujours nés des grèves. La grève de masse est l'élément naturel de la révolution prolétarienne. Les comités d'action ne peuvent actuellement rien faire d'autre que les comités de grévistes qui occupent les entreprises. D'atelier en atelier, d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, les comités d'action doivent établir entre eux une liaison étroite, se réunir en conférences par villes, par branches de production, par arrondissements, afin de couronner le tout par un congrès de tous les comités d'action de France [le 8 juin, à l'usine Hotchkiss de Levallois, à l'appel du comité de grève, des délégués de 33 usines se rencontrèrent et se prononcèrent pour l'élection d'un comité central de grève]. C'est cela qui sera le nouvel ordre, celui qui doit remplacer l'anarchie actuelle.

[article de Trotsky du 5 juin 1936 publié par le POI dans *La Lutte ouvrière* n° 1, 12 juin, journal saisi par le gouvernement de Front populaire]



La révolution française a commencé



Jamais la radio n'a été aussi précieuse que ces derniers jours. Elle donne la possibilité de suivre d'un lointain village de Norvège les battements du pouls de la révolution française. Il serait d'ailleurs plus exact de dire le reflet de ces battements dans la conscience et dans la voix de messieurs les ministres, les secrétaires syndicaux et autres chefs mortellement effrayés.

Les mots de « révolution française » peuvent paraître exagérés. Mais non ! Ce n'est pas une exagération. C'est précisément ainsi que naît la révolution. En général, même, elle ne peut pas naître autrement. La révolution française a commencé.

Léon Jouhaux, à la suite de Léon Blum, assure à la bourgeoisie qu'il s'agit d'un mouvement purement économique, dans les cadres stricts de la loi. Sans doute les ouvriers sont-ils pendant la grève les maîtres des usines et établissent-ils leur contrôle sur la propriété et son administration. Mais on peut fermer les yeux sur ce regrettable « détail ». Dans l'ensemble, ce sont « des grèves économiques, et non politiques », affirment messieurs les chefs. C'est pourtant sous l'effet de ces grèves « non politiques » que toute la situation du pays est en train de changer radicalement. Le gouvernement décide d'agir avec une promptitude à laquelle il ne songeait pas la veille, puisque, selon Léon Blum, la force véritable sait être patiente ! Les capitalistes font preuve d'un esprit d'accommodement parfaitement inattendu. Toute la contre-révolution en attente se cache dans le dos de Blum et de Jouhaux. Et ce miracle serait produit par... de simples grèves « corporatives » ? Que serait-ce si les grèves avaient eu un caractère politique ?

Mais non, les chefs énoncent une contre-vérité. La corporation embrasse les ouvriers d'une même profession, les distinguant et les séparant des autres. Le trade-unionisme et le syndicalisme réactionnaire font tous leurs efforts pour maintenir le mouvement ouvrier dans des cadres corporatifs. C'est là la base de la dictature de fait que la bureaucratie syndicale exerce sur la classe

ouvrière -la pire de toutes !- avec la dépendance servile de la clique Jouhaux-Racamongd à l'égard de l'État capitaliste. L'essence du mouvement actuel réside précisément dans le fait qu'il brise les cadres corporatifs, professionnels ou locaux, en élevant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté de *tout* le prolétariat. Le mouvement prend le caractère d'une épidémie. La contagion s'étend d'usine en usine, de corporation en corporation, de quartier en quartier. Toutes les couches de la classe ouvrière se répondent, pour ainsi dire, l'une à l'autre. Les métallurgistes ont commencé : ils sont l'avant-garde. Mais la force du mouvement réside dans le fait qu'à peu de distance de l'avant-garde suivent les lourdes réserves de la classe, y compris les professions les plus diverses, puis son arrière-garde, que d'ordinaire messieurs les chefs parlementaires et syndicaux oublient complètement. Ce n'est pas pour rien si *le Peuple* [organe de la CGT] reconnaissait ouvertement que l'existence de plusieurs catégories particulièrement mal payées de la population parisienne avait été pour lui une révélation « inattendue »... Or, c'est précisément dans les profondeurs de ces couches les plus exploitées que se cachent d'intarissables sources d'enthousiasme, de dévouement, de courage. Le fait même qu'elles soient en train de s'éveiller est le signe infaillible d'un grand combat. Il faut à tout prix trouver accès à ces couches !

S'arrachant aux cadres corporatifs et locaux, le mouvement gréviste est devenu redoutable non seulement pour la société bourgeoise, mais aussi pour ses propres représentants parlementaires ou syndicaux, qui sont actuellement avant tout préoccupés de ne pas voir la réalité. Selon la légende, à la question de Louis XVI : « Mais c'est une révolte ? », un de ses courtisans répondit : « Non, sire, c'est une révolution ». Actuellement, à la question de la bourgeoisie, « C'est une révolte ? », ses courtisans répondent : « Non, ce ne sont que des grèves corporatives ». En rassurant les capitalistes, Blum et Jouhaux se rassurent eux-mêmes. Mais les paroles ne peuvent rien. Certes, au moment où ces lignes paraîtront, la première vague peut s'être apaisée. La vie rentrera apparemment dans son ancien lit. Mais cela ne change rien au fond. Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. *C'est la grève*. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution.

Toute l'expérience passée de la classe ouvrière, son histoire d'exploitation, de malheurs, de luttes, de défaites, revit sous le choc des événements et s'élève dans la conscience de chaque prolétaire, même du plus arriéré, le poussant dans les rangs communs. Toute la classe est entrée en mouvement. Il est impossible d'arrêter par des paroles cette masse gigantesque. La lutte doit aboutir, soit à la plus grande des victoires, soit au plus terrible des écrasements.

Le Temps a appelé la grève les « grandes manœuvres de la révolution ».



C'est infiniment plus sérieux que ce que disent Blum et Jouhaux. Mais la définition du *Temps* est aussi inexacte, car elle est, en un sens, exagérée. Des manœuvres supposent l'existence d'un commandement, d'un état-major, d'un plan. Il n'y a rien eu de tel dans la grève. Les centres des organisations ouvrières, le Parti communiste compris, ont été pris à l'improviste. Tous craignent avant tout que la grève ne dérange leurs plans. La radio transmet de Cachin cette phrase remarquable : « Nous sommes, les uns et les autres, devant le fait de la grève ». En d'autres termes, la grève est notre malheur commun. Par ces paroles le sénateur cherche à convaincre les capitalistes, en les inquiétant, qu'il leur faut faire des concessions s'ils ne veulent pas aggraver la situation. Les secrétaires parlementaires et syndicaux, qui s'adaptent à la grève avec l'intention de l'étouffer le plus tôt possible, sont en réalité en dehors de la grève, s'agitent en l'air, et ne savent pas eux-mêmes s'ils retomberont sur leurs pieds ou sur la tête. La masse qui vient de s'éveiller n'a pas encore d'état-major révolutionnaire.

Le véritable état-major est chez l'ennemi de classe, et il ne coïncide nullement avec le gouvernement Blum quoiqu'il s'en serve fort habilement. La réaction capitaliste joue actuellement un gros jeu, extrêmement risqué, mais elle le joue savamment. Elle joue en ce moment à qui perd gagne : « Cédons aujourd'hui à toutes ces désagréables revendications qui ont été approuvées en commun par Blum, Jouhaux et Daladier. De la reconnaissance du principe à la réalisation du fait, il y a encore beaucoup de chemin. Il y a la Chambre des députés, il y a le Sénat, il y a l'administration : ce sont d'excellentes machines d'obstruction. Les masses manifesteront de l'impatience et tenteront de serrer plus fort. Daladier se séparera de Blum. Thorez tentera de se détacher à gauche. Blum et Jouhaux se sépareront des masses. Alors, nous nous rattraperons, et avec usure, des concessions actuelles ». Ainsi raisonne le véritable état-major de la contre-révolution, les fameuses « deux cents familles » et leurs stratèges mercenaires. Elles agissent selon un plan, et ce serait une légèreté que de dire que leur plan n'a aucune base solide. Non, avec l'aide de Blum, de Jouhaux et de Cachin, la contre-révolution peut arriver au but.

Le fait que le mouvement des masses atteint, sous cette forme improvisée, des dimensions si grandioses et des conséquences politiques aussi gigantesques souligne on ne peut mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire de la vague de grèves. C'est en cela que réside le gage de la durée du mouvement, de sa ténacité, de l'inéluctabilité d'une série de vagues nouvelles, toujours plus amples. Sans cela, la victoire ne serait pas possible. Mais rien de cela ne suffit pour vaincre. Contre l'état-major et le plan des « deux cents familles », il faut un état-major et un plan de la révolution prolétarienne. Ni l'un ni l'autre n'existent encore, mais ils peuvent être créés, car toutes les prémisses et tous les éléments d'une nouvelle cristallisation des masses sont là, sous nos yeux.

Le déclenchement de la grève est provoqué, dit-on, par les « espoirs » que suscite le gouvernement de Front populaire. Ce n'est là qu'un quart de la vérité, et même moins. S'il ne s'était agi que de pieux *espoirs*, les ouvriers n'auraient pas couru le risque de la lutte. Ce qui s'exprime avant tout dans la grève, c'est la *méfiance* ou tout au moins la *manque de confiance* des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité à briser les obstacles et à venir à bout des tâches qui l'attendent. Les prolétaires veulent « aider » le gouvernement, mais à leur façon, à la façon prolétarienne. Assurément, ils n'ont pas encore pris conscience de leur force. Mais ce serait les caricaturer grossièrement que de présenter les choses comme si la masse n'était inspirée que par des « espoirs » en Blum. Il ne lui est certes pas facile de rassembler ses idées sous la tutelle des vieux chefs qui s'efforcent de la faire rentrer, le plus vite possible, dans la vieille ornière de l'esclavage et de la routine. Malgré tout, le prolétariat ne reprend pas l'histoire au commencement. La grève a toujours et partout fait apparaître à la surface les ouvriers les plus conscients et les plus hardis. C'est à eux qu'appartient l'initiative. Ils agissent encore prudemment, tâtant le terrain. Les détachements les plus avancés s'efforcent de ne pas se couper en avançant trop vite, de ne pas s'isoler. L'écho amical qui leur vient de l'arrière leur donne courage. L'écho que se font les uns aux autres les différentes fractions de la classe constitue comme un essai d'auto-mobilisation. Le prolétariat lui-même a le plus grand besoin de cette manifestation de sa propre force. Les succès pratiques qu'il a obtenus, quelque incertains qu'ils soient en eux-mêmes, doivent élever de façon extraordinaire la confiance des masses en elles-mêmes, surtout dans leurs couches les plus arriérées et les plus opprimées.

La principale conquête de la première vague réside dans le fait que des chefs sont apparus dans les ateliers et les usines. Les éléments d'états-majors locaux et de quartier sont apparus. La masse les connaît. Ils se connaissent. Les véritables révolutionnaires chercheront la liaison avec eux. Ainsi la première auto-mobilisation de la masse a marqué et en partie désigné les premiers éléments d'une direction révolutionnaire. La grève a secoué, ranimé, renouvelé dans son ensemble le gigantesque organisme de la classe. La vieille écaille organisationnelle est encore loin d'avoir disparue, et elle se maintient, au contraire, avec pas mal d'obstination. Mais, dessous, apparaît déjà une nouvelle peau.

Sur le rythme des événements qui vont sans doute s'accélérer, nous ne dirons rien maintenant. Seules sont possibles encore des suppositions et des



conjectures. La seconde vague, son déclenchement, sa tension permettront sans aucun doute d'établir un pronostic plus concret qu'il n'est actuellement possible de le faire. Mais une chose est claire d'avance ; la seconde vague sera loin d'avoir le même caractère pacifique, presque débonnaire, printanier, que la première. Elle sera plus mûre, plus tenace et plus âpre, car elle sera provoquée par la déception des masses devant les résultats pratiques de la politique du Front populaire et de leur première offensive. Des fissures se produiront dans le gouvernement, comme au sein de la majorité à la Chambre. La contre-révolution prendra du coup de l'assurance et deviendra plus insolente. Il ne faut pas s'attendre à de nouveaux succès fragiles. Placée en face du danger de perdre ce qu'elle croyait avoir conquis, devant la résistance croissante de l'ennemi, devant la confusion et la débandade de la direction officielle, la masse sentira de façon brûlante la nécessité d'avoir un programme, une organisation, un plan, un état-major. C'est à cette situation qu'il faut se préparer et qu'il faut préparer les ouvriers avancés. Dans l'atmosphère de la révolution, la rééducation de la masse, la sélection et la trempe des cadres s'effectueront rapidement.

Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin ici d'inventer des formes nouvelles : il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer de nom pour une telle organisation : ce sont *les soviets de députés ouvriers*.

Le gros des ouvriers révolutionnaires marche aujourd'hui derrière le Parti communiste. Plus d'une fois dans le passé, ils ont crié : « Les soviets partout ! », et la majorité a sans doute pris ce mot d'ordre au sérieux. Il fut un temps où nous pensions qu'il n'était pas opportun, mais, aujourd'hui, la situation a changé du tout au tout. Le puissant conflit des classes va vers son redoutable dénouement. Celui qui hésite et qui perd du temps est un traître. Il faut choisir entre la plus grande des victoires historiques et la plus terrible des défaites. Il faut préparer la victoire. « Les soviets partout ? » D'accord. Mais il est temps de passer des paroles aux actes.

[article de Trotsky du 9 juin 1936 publié par le POI dans *La Lutte ouvrière* n° 2, 19 juin, journal saisi comme le précédent numéro par le gouvernement de Front

La nouvelle étape



Il faut le répéter une fois de plus : la presse sérieuse du capital, comme *Le Temps* de Paris ou le *Times* de Londres, a su apprécier l'importance des événements de juin en France et en Belgique de façon beaucoup plus juste et perspicace que ne l'a fait la presse du Front populaire. Tandis que les journaux socialistes et communistes officiels, à la suite de Léon Blum, parlent de la « réforme pacifique du régime social de la France » qui a déjà commencé, la presse conservatrice affirme que la révolution s'est ouverte en France et qu'elle va prendre inévitablement des formes violentes à l'une de ses prochaines étapes, il serait inexact de ne voir dans ce pronostic-ou de n'y voir surtout -qu'une tentative pour effrayer les possédants. Les représentants du grand capital savent

considérer de façon très réaliste la lutte sociale. Les politiciens petits-bourgeois, au contraire, prennent volontiers leurs désirs pour des réalités : se plaçant entre les classes fondamentales, le capital financier et le prolétariat, messieurs les « réformateurs » proposent aux deux adversaires de s'entendre sur une ligne moyenne, celle-là même qu'ils ont élaborée à l'état-major du Front populaire et qu'ils interprètent eux-mêmes de façon différente. Ils devront pourtant se convaincre rapidement qu'il est infiniment plus facile de concilier les contradictions de classes dans des éditoriaux que dans le travail gouvernemental, surtout au plus fort de la crise sociale.

À la Chambre des députés, on a déjà ironiquement accusé Blum d'avoir mené les pourparlers sur les revendications des grévistes avec les représentants des « deux cents familles ». « *Et avec qui m'aurait-il fallu parler ?* » répondit ingénieusement le président du conseil [premier ministre]. Il est vrai que, s'il faut négocier avec la bourgeoisie, il faut s'adresser aux maîtres véritables, à ceux qui sont capables de trancher pour eux-mêmes et de donner des ordres. Mais alors il était inutile de leur déclarer bruyamment la guerre ! Dans le cadre du régime bourgeois, de ses lois, de sa mécanique, chacune des « deux cents familles » est incomparablement plus puissante que le gouvernement Blum. Les magnats de la finance représentent le couronnement du système bourgeois de la France, et le gouvernement Blum, malgré ses succès électoraux, ne « couronne », lui, qu'un intervalle temporaire entre les deux camps en lutte.

Actuellement, à la mi-juillet, il peut sembler, à regarder les choses superficiellement, que tout est plus ou moins rentré dans la norme. En fait, dans les profondeurs du prolétariat comme dans les sommets de la classe dominante, se prépare presque automatiquement le déclenchement d'un nouveau conflit. Le fond de l'affaire est là : les réformes, très piètres en réalité, sur lesquelles les capitalistes et les chefs des organisations ouvrières se sont mis d'accord ne sont pas viables, car elles sont au-dessus des forces du capitalisme décadent pris dans son ensemble. L'oligarchie financière, qui fait au plus fort de la crise des affaires magnifiques, peut assurément s'accommoder de la semaine de quarante heures, des congés payés, etc. Mais des centaines de milliers de moyens et petits industriels sur qui le capital financier s'appuie et sur qui il fait maintenant retomber les frais de son accord avec Blum doivent soit se ruiner docilement, soit tenter, à leur tour, de faire retomber les frais des réformes sociales sur les ouvriers et les paysans, comme sur les consommateurs en général.

Blum a certes plus d'une fois développé à la Chambre des députés et dans la presse la séduisante perspective d'une réanimation économique générale et d'une circulation qui s'étendrait rapidement, donnant ainsi la possibilité d'abaisser considérablement les frais généraux de production et permettant du coup d'augmenter les dépenses en force de travail sans élever les prix des marchandises. Il est vrai que de semblables processus économiques combinés se sont plus d'une fois produits dans le passé : toute l'histoire du capitalisme ascendant en est marquée. Mais le malheur est que Blum tente d'évoquer dans l'avenir un passé enfui sans retour. Des politiciens sujets à de telles aberrations peuvent bien s'appeler socialistes et même communistes, en fait ils ne regardent pas en avant, mais en arrière, et c'est pourquoi ils constituent des freins au progrès.

Le capitalisme français, avec son célèbre « équilibre » entre l'agriculture et l'industrie, est entré dans la phase de son déclin après l'Italie et l'Allemagne, mais de façon non moins irrésistible. Ce n'est pas là une phrase de proclamation révolutionnaire, mais une réalité incontestable. Les forces productives de la France ont dépassé les cadres de la propriété privée et les frontières de l'État. L'ingérence gouvernementale sur les bases du régime capitaliste ne peut qu'aider à faire passer les faux frais de la décadence de certaines classes sur d'autres. Sur lesquelles précisément ? Quand le président du Conseil doit mener des pourparlers sur une répartition « plus équitable » du revenu national, il ne trouve pas, nous l'avons vu, d'interlocuteurs plus valables que les représentants des « deux cents familles ». Comme ils détiennent tous les leviers de l'industrie, du crédit et du commerce, les magnats de la finance font retomber les frais de l'accord sur les « classes moyennes », les contraignant par-là à entrer en conflit avec les ouvriers. C'est là que réside actuellement le nœud de la situation.

Les industriels et les commerçants montrent aux ministres leurs livres de comptes et disent : « Nous ne pouvons pas ». Le gouvernement, qui se

souvent des vieux manuels d'économie politique, répond : « Il faut diminuer les frais de production ». Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. En outre, améliorer la technique, dans les conditions actuelles, c'est augmenter le chômage et, en fin de compte, approfondir la crise. De leur côté, les ouvriers protestent contre le fait que la montée des prix, qui ne fait que commencer, menace de dévorer leurs conquêtes. Le gouvernement ordonne aux préfets d'ouvrir la lutte contre la vie chère. Mais les préfets savent, par une longue expérience, qu'il est beaucoup plus facile de faire baisser le ton des journaux d'opposition que le prix de la viande. La vague de vie chère est encore devant nous...

Les petits industriels, les petits commerçants et, derrière eux, les paysans seront de plus en plus déçus par le Front populaire dont, avec une spontanéité et une naïveté plus grandes que les ouvriers, ils attendaient le salut dans l'immédiat. La contradiction politique fondamentale du Front populaire réside dans le fait que ceux qui sont à la tête de sa politique de « juste milieu », craignant d'« effrayer » les classes moyennes, ne sortent pas des cadres de l'ancien régime social, c'est-à-dire de l'impasse historique. Pourtant, ces prétendues « classes moyennes » -non leurs sommets, bien entendu, mais leurs couches inférieures-, qui sentent l'impasse à tout moment, ne craignent nullement, elles, les décisions hardies, et les réclament au contraire pour les délivrer du nœud coulant qui les étroit. « N'attendez pas de nous des miracles », répètent les pédants au pouvoir. Mais précisément, sans « miracle », c'est-à-dire sans décisions héroïques, sans une complète révolution dans ses rapports de propriété -sans concentration du système bancaire, des branches fondamentales de l'industrie et du commerce extérieur dans les mains de l'État-, il n'est pas de salut pour la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne. Si les classes moyennes, au nom desquelles s'est précisément édifié le Front populaire, ne trouvent pas à gauche plus de hardiesse, elles iront à droite en chercher. La petite bourgeoisie tremble de fièvre et se jettera, sans qu'on puisse l'éviter, d'un bord à l'autre. Entre-temps, le grand capital stimulera à coup sûr ce tournant qui doit marquer le début du fascisme en France, non seulement sous la forme d'organisation semi-militaire des fils de famille, avec autos et avions, mais aussi comme véritable mouvement de masses.

Les ouvriers ont exercé en juin une grandiose pression sur les classes dirigeantes, mais ne l'ont pas conduite jusqu'au bout. Ils ont montré leur puissance révolutionnaire, mais aussi leur faiblesse : l'absence de programme et de direction. Tous les fondements de la société capitaliste, comme ses ulcères incurables, sont restés en place. Maintenant s'est ouverte la période de la contre-pression : répression contre les agitateurs de gauche, agitation toujours plus subtile de ceux de droite, tentatives de hausse des prix, mobilisation d'industriels pour des lock-outs massifs. Les syndicats de France, qui, à la veille de la grève, ne comptaient même pas un million de membres, approchent maintenant des quatre millions. Cet afflux inouï

montre bien les sentiments qui animent les masses ouvrières. Il ne peut même pas être question de faire retomber sur elles sans combat les frais de leurs propres conquêtes. Ministres et chefs officiels, inlassablement, exhortent les ouvriers à se tenir tranquilles et à ne pas empêcher le gouvernement de travailler à résoudre les problèmes. Mais puisque le gouvernement, par la nature même des choses, ne peut résoudre aucun problème, puisque les concessions de juin furent obtenues par la grève et non par une attente patiente, puisque chaque jour qui passe dévoilera un peu plus l'inconsistance du gouvernement face à la contre-offensive grandissante du capital, ces exhortations monotones perdront très rapidement leur force de persuasion. La logique de la situation, telle qu'elle découle de la victoire de juin, ou plus exactement du caractère semi-fictif de cette victoire, forcera les ouvriers à répondre à l'appel, c'est-à-dire à entrer de nouveau en lutte. C'est par peur de cette perspective que le gouvernement va de plus en plus à droite. Sous la pression immédiate des alliés radicaux mais, en fin de compte, sur l'exigence des « deux cents familles », le ministre socialiste de l'Intérieur a déclaré au Sénat que les occupations par des grévistes d'usines, de magasins et de fermes ne seraient plus tolérées. Un avertissement de ce genre n'arrêtera assurément pas la lutte, mais il est capable de lui donner un caractère incomparablement plus décisif et plus aigu.

Une analyse absolument objective, partant de ce qui est et non de ce qu'on désire, conduit ainsi à la conclusion que, des deux côtés, se prépare un nouveau conflit social et qu'il éclatera de façon inéluctable, presque mécanique. Il n'est pas difficile de déterminer dès maintenant ce que sera sa nature. Dans toutes les périodes révolutionnaires de l'histoire, on trouve deux étapes successives, étroitement liées l'une à l'autre : d'abord un mouvement « spontané » des masses, qui prend l'adversaire à l'improviste et lui arrache de sérieuses concessions ou au moins des promesses ; après quoi, la classe dominante, sentant menacées les bases de sa domination, prépare sa revanche. Les chefs traditionnels de « gauche », surpris par le mouvement tout comme leurs adversaires, espèrent sauver la situation par leur éloquence conciliatrice et perdent en fin de compte leur influence. Les masses entrent dans la nouvelle étape de la lutte presque sans direction, sans programme clair et sans idée des difficultés immédiates. Ainsi, le conflit qui monte inévitablement à partir de la première demi-victoire des masses se termine souvent par leur défaite ou leur demi-défaite. On ne saurait, dans l'histoire des révolutions, trouver à cette règle aucune exception. La différence pourtant -et elle n'est pas mince- réside dans le fait que la défaite a quelquefois revêtu le caractère d'un *écrasement* : telles furent, par exemple, les journées de juin 1848, en France, qui marquèrent la fin de la révolution ; alors que dans d'autres cas, la demi-défaite constitua simplement une *étape vers la victoire* : c'est par exemple le rôle que joua, en juillet 1917, la défaite des ouvriers et des soldats de Saint-Petersbourg. La défaite de juillet accéléra en fait la montée des bolcheviks, qui non seulement avaient su apprécier correctement la situation, sans illusions et sans fard, mais ne s'étaient pas

détachés non plus des masses au cours des journées les plus difficiles de la défaite, au milieu de victimes et sous la persécution.

Oui, la presse conservatrice analyse mûrement la situation. Le capital financier et ses organes politiques et militaires auxiliaires préparent et calculent froidement leur revanche. Dans les sommets du Front populaire, il n'y a qu'effarement et zizanie... Les journaux de gauche font des sermons, les chefs se gargarisent de phrases. Les ministres s'efforcent de démontrer à la Bourse qu'ils sont mûrs pour diriger l'État. Tout cela signifie que le prolétariat entrera dans la prochaine étape du conflit non seulement *sans* la direction de ses organisations traditionnelles, comme en juin 1936, mais aussi *contre* elles. Malgré tout, il n'existe pas encore de nouvelle direction reconnue de tous. Dans de telles conditions, il est difficile de compter sur une victoire immédiate. La tentative d'aller de l'avant conduira bientôt à l'alternative : journées de juin 1848 ou journées de juillet 1917 ? Autrement dit : écrasement pour de longues années, avec le triomphe inévitable de la réaction fasciste, ou bien une simple leçon de stratégie dont la classe ouvrière sortira incomparablement mûrie, et après laquelle elle renouvellera sa direction et pourra préparer les conditions de sa victoire future.

Le prolétariat français n'est pas un novice. Il a derrière lui le plus grand nombre de batailles de l'histoire. Il faut certes que la nouvelle génération apprenne, à chaque pas, de sa propre expérience-mais pas depuis le début ni tout : en suivant pour ainsi dire un cours accéléré. Une grande tradition vit dans ses os et l'aide à choisir son chemin. Déjà, en juin, les chefs anonymes de la classe en éveil ont, avec un magnifique doigté révolutionnaire, trouvé les méthodes et les formes de la lutte. Le travail moléculaire de la conscience de la masse qui se poursuit actuellement ne s'arrête même pas une heure. Tout cela permet d'escompter que non seulement la nouvelle couche des chefs restera fidèle à la masse aux jours de l'inévitable et sans doute assez proche nouvelle étape du conflit, mais aussi qu'elle saura retirer du combat, avant qu'elle ne soit écrasée, l'armée insuffisamment préparée.

Il n'est pas vrai que les révolutionnaires de France soient intéressés à ce que le conflit soit accéléré ou à ce qu'il soit « artificiellement » provoqué : seuls peuvent le penser d'obtus cerveaux de policiers. Les marxistes révolutionnaires voient leur devoir, qui est de regarder la réalité en face et de nommer chaque chose par son nom. Tirer à temps de la situation objective la perspective de la seconde étape, c'est aider les ouvriers avancés à ne pas être pris à l'improviste et à apporter dans la conscience des masses en lutte la plus grande clarté possible. C'est précisément en cela que consiste actuellement la véritable tâche d'une direction politique sérieuse.

[article de Trotsky du 9 juillet 1936 publié par le POI
dans *La Lutte ouvrière* n° 4, 18 juillet]

Lettre au BP du POI

Le dernier numéro de *Révolution* [organe de la JSR], qui produit en somme une impression très favorable, porte un chapeau qui surprend : « *Sous la protection vigilante des travailleurs français, le gouvernement de Front populaire pourra réaliser son programme* ». Cette formule est doublement fautive :

1) Même sous « la protection », le gouvernement ne réalisera pas son programme, irréalisable, puisqu'il présume la prospérité en régime capitaliste.

2) Notre tâche n'est nullement la « protection » du gouvernement de coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie. Je suis sûr qu'il ne s'agit ici que d'une formulation hâtive et non d'une divergence profonde. Mais, pour éviter à l'avenir des malentendus, je tiens à m'expliquer encore sur cette question.

Nous avons, avec le Front populaire, des ennemis communs. C'est pourquoi nous sommes prêts à les combattre parallèlement aux groupes réguliers du gouvernement de Front populaire, sans prendre sur nous la moindre responsabilité pour ce gouvernement, ni nous ériger en « protecteurs » de Léon Blum. Nous considérons ce gouvernement comme un moindre mal en comparaison de celui de La Rocque. Mais en combattant le mal le pire, on ne se protège pas du moindre mal.

Nous ne devons pas cacher aux masses que ce programme n'est pas réalisable dans le cadre du capitalisme. Et, de l'autre côté, que les parties réalisables de ce programme seraient toujours sabotées par le PR. Quand nous disons que le moment n'est pas encore venu de combattre de front le gouvernement Blum, nous ne voulons pas dire par là qu'il faille le protéger, mais seulement qu'il faut l'attaquer sur ses flancs. Son flanc droit, ce sont les radicaux. Il faut nuancer, personnifier notre critique du gouvernement, en réservant nos coups les plus terribles aux ministres PR, et en expliquant aux ouvriers socialistes et communistes que ce sont les Daladier, Delbos et Rucart, etc. qui sabotent et qui ne peuvent pas ne pas saboter tout ce qui est progressiste dans le programme du gouvernement. Le service de deux ans reste. Les officiers réactionnaires gardent leurs places. L'organe de Léon Blum, *Le Populaire*, continue d'être interdit dans les casernes. Qui est responsable ? Daladier, le vieil agent de l'impérialisme français. Le PR est le maillon faible pour la critique révolutionnaire. En concentrant le feu sur les ministres radicaux - avec des exemples tout à fait concrets -, vous trouverez facilement l'oreille des ouvriers socialistes et communistes. Vous pouvez ajouter avec raison : « Malheureusement, les chefs communistes soutiennent le PR contre les chefs socialistes ». En tout cas, le mot d'ordre ne peut pas être « À bas le gouvernement Blum ! », mais « Il faut chasser les bourgeois radicaux du gouvernement Blum ! ». Voilà la nuance. Elle est extrêmement

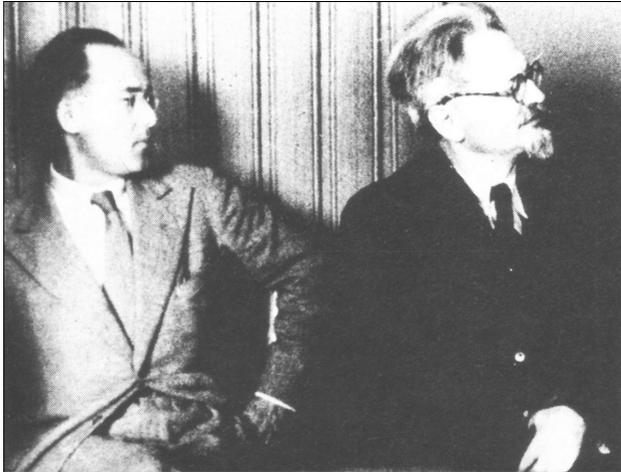
importante pour cette période, mais elle ne signifie nullement la « protection » du gouvernement Léon Blum.

Nous devons maintenant tenir un langage qui vise plutôt à expliquer qu'à exciter. Mais il doit rester néanmoins très ferme et intransigeant.

Dans *Le Populaire* du 16 juillet, on trouve un article de Collinet, qui tente de réconcilier notre critique du Front populaire avec la « protection » -ou la reconnaissance, si vous voulez- du gouvernement Blum comme « notre » gouvernement. Nous ne pouvons naturellement nous solidariser avec Collinet, malgré les emprunts qu'il fait à notre critique. Nous devons le combattre, précisément parce qu'il tente de concilier la critique révolutionnaire avec la coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie radicale. C'est là le point crucial de toute la situation politique en France.

Dans votre encart comme dans le tract du 14 juillet, on trouve le mot d'ordre de la « garde ouvrière ». Pourquoi avez-vous abandonné la formule de la « milice ouvrière » ? De tels changements sont préjudiciables à la propagande. Il faut choisir avec soin mots d'ordre et formules, mais, après les avoir choisis, il faut les conserver jusqu'à ce que la situation objective change.

[Lettre de Trotsky au bureau politique du Parti ouvrier internationaliste, section française de la 4^e Internationale, publiée dans le *Bulletin intérieur* n° 4 du POI, septembre 1936]



27 août 1936, Oslo : Lev Trotsky attend son interrogatoire par la justice norvégienne, après une attaque de sa maison par les fascistes. Avec lui, Erwin Wolf. Trotsky est emprisonné puis expulsé. Wolf sera assassiné par le NKVD en 1937 en Espagne.

Lettre à Victor Serge

J'ai reçu votre lettre du 27 juillet, après une conversation avec notre ami américain [Abraham Muste]. Je ne peux malheureusement partager votre opinion. Je crains que vous n'abordiez les problèmes en artiste, en psychologue, de façon insuffisamment politique. En outre, nombre de vos opinions résultent de la méconnaissance de nos activités ici au cours des sept dernières années et demie. Au fond, vous m'accusez de sectarisme.

Je ne peux pas accepter ce reproche. Je pense que votre expérience personnelle récente, aussi courte soit-elle, si vous la jugez correctement, réfute entièrement cette accusation. Unir les gens pour venir en aide aux déportés et aux emprisonnés est beaucoup plus facile que de les unir pour préparer la révolution sociale. Vous avez un nom, vous avez de l'autorité à un double titre : celle d'un vieux révolutionnaire, celle d'un homme qui vient d'échapper aux geôles de Staline. Donc, il devrait vous être, semble-t-il, plus facile qu'à quiconque d'unir -sans sectarisme- de larges cercles pour une campagne internationale contre les bourreaux staliniens. Pourtant vous vous plaigniez, dans une de vos lettres, de voir vos efforts rester stériles. Votre expérience n'est pas la première. Nos organisations prétendument sectaires mènent aussi la lutte pour la défense des déportés. Elles sont même les seules à la mener. Or les efforts pour élargir cette lutte -efforts avec lesquels j'étais pleinement d'accord et que j'ai aidés de toutes mes forces- n'ont pas à ce jour donné le moindre résultat. Pensez-vous que les philistins que l'on ne peut émuovoir sur un problème aussi aigu que celui de la répression stalinienne peuvent trouver place dans un parti prolétarien révolutionnaire ? Je pense que non. On ne peut se contenter de déclarations générales contre le sectarisme. Il faut faire la preuve qu'en pratique une autre voie est possible. À ce jour, tous ceux qui ont cherché une autre voie nous ont tout simplement quittés pour passer dans l'autre camp. Tels sont les faits, mon cher Victor Lvovitch, et j'ai pour habitude de juger sur les faits et non sur des considérations d'ordre général.

Vous nous avez d'abord reproché notre attitude à l'égard des « syndicalistes révolutionnaires ». Je vous ai répondu : je ne connais personne de ce type et *La Révolution prolétarienne* est un asile pour invalides. Après quoi, vous êtes parti à Paris. Avez-vous trouvé là-bas des syndicalistes-révolutionnaires ? Si oui, indiquez-moi leur adresse, s'il vous plaît. Avez-vous trouvé une flamme révolutionnaire au foyer de Louzon ? Si oui, je suis prêt à faire immédiatement tout ce qu'il faut pour que nous nous rapprochions d'eux. Indiquez-moi concrètement ce qu'il faut faire. Curieusement, après votre voyage à Paris, vous ne m'avez plus dit mot des « syndicalistes révolutionnaires ».

Vous me parlez de la Fédération de l'enseignement [de la CGT unifiée] où existeraient plusieurs centaines de sympathisants qu'il serait possible

d'attirer à notre mouvement à la seule condition de leur « inspirer confiance ». Là encore, votre reproche est tout à fait injustifié et immérité. J'ai vécu une année entière en France au milieu de ces gens-là. Avec eux j'ai eu d'interminables conversations, j'ai correspondu, nous avons même organisé une véritable petite conférence avec tous les dirigeants de la fédération. Ni mes amis les plus proches, ni moi-même ne pouvions évidemment pas devenir pour eux spécialement plus intelligents, plus raffinés, plus séduisants. Mais nous avons tout fait pour attirer ces gens à travailler avec nous. Or, ils se sont défilés, en invoquant mille prétextes. En fait, leur secret est très simple : ce sont des petits bourgeois jusqu'au bout des ongles, leurs maisons, leurs jardins, leurs voitures leur tiennent bien plus à cœur que les destins du prolétariat, même s'ils gardent encore en mémoire des idées farouchement radicales. Je suis allé chez quelques-uns de ces gens-là. Dans leurs appartements, j'ai vu leur mode de vie, je ne l'ai pas seulement vu, je l'ai senti. Excusez-moi, Victor Lvovitch, cette odeur ne me trompe pas. Compter sur ces gens, ce serait bâtir sur du sable. Il y a dans la jeunesse enseignante des éléments révolutionnaires qui cherchent leur voie. Mais la direction joue un rôle réactionnaire en empêchant les jeunes de se frayer un chemin vers nous. Voilà pourquoi, dans un de mes derniers articles j'ai fustigé ces messieurs, et je saisirai la prochaine occasion pour récidiver.

Vous me parlez de Martinet. Je vous l'avais cité moi-même dans une lettre antérieure. Si vous parvenez à le convaincre, ce sera très bien. Vous me parlez aussi de Dommanget. Je le connais personnellement. Il s'est joint à nous, puis nous a quittés ; il a écrit d'honorables études historiques. S'il peut donner une fois l'an un article sur Babeuf à notre revue, ce sera parfait. Il n'est sans doute capable de rien de plus. Vous me parlez également de Simone Weil. Je la connais très bien ; j'ai eu avec elle de longues conversations. Pendant quelque temps, elle a sympathisé plus ou moins avec nous, puis elle a perdu toute foi dans le prolétariat et dans le marxisme ; elle a écrit alors d'absurdes articles idéalistes ineptes où elle prenait la défense de la « personnalité » ; en un mot, elle évolua vers le PR. Il est possible qu'elle vire de nouveau à gauche. Mais cela vaut-il la peine d'en parler plus longtemps ? En tout état de cause, dans vos propositions, il n'y a pas un seul nom nouveau. Nous avons déjà une longue expérience –plutôt négative– de tous les gens dont vous me parlez. Chacun d'entre eux a mille raisons qui l'empêchent de se joindre à nous et, en général, de se livrer à un travail révolutionnaire : notre style est médiocre, nos traductions sont mauvaises, notre polémique est acerbe, etc. Ces gens parlent de tout, sauf de l'essentiel : les programmes, les stratégies, la lutte pour les masses. Devons-nous adapter notre ligne à ce ramassis de bons à rien ? Non, ce serait une orientation fondamentalement erronée. Il faut trouver la voie qui nous permettra de conquérir les ouvriers en abandonnant les anciens révolutionnaires, et même en les écartant de notre chemin à coups de coude.

Voici un exemple tout frais. Il y a quelques mois, nos camarades essayèrent de mettre sur pied un mensuel syndical avec les gens de la fédération de l'enseignement [*L'Avant-garde syndicaliste*]. Et alors ? Rien n'en sortit. Ces petits-bourgeois médiocres—ma foi, je ne trouve pas d'autre mot—n'ont aucun goût pour la lutte. Se réunir pour papoter sur des thèmes révolutionnaires, monter une sorte d'amicale pour minables sur la touche, voilà ce à quoi ils sont prêts. Mais nous ne les suivrons pas.

J'ai entendu bien des fois ce que vous dites de mes « immixtions » et sur la nécessité d'actions collectives. Et savez-vous de qui, mon cher Victor Lvovitch ? De ceux qui demandaient mon intervention, mais ne l'obtenaient pas parce que je n'étais pas d'accord avec eux. Il y en a beaucoup dans ce cas. Des échos de leurs doléances sont parvenus jusqu'à vous. Vous me parlez de Rosmer. Vous savez combien je l'estime. Mais pourquoi s'est-il écarté de nous ? Il est entré en conflit avec Molinier. Le conflit s'est exacerbé. Je n'avais pas le moindre lien avec cette affaire, je n'en connaissais même rien. Rosmer et Naville cherchèrent à exclure Molinier, mais ne rallièrent qu'une faible minorité dans l'organisation [LC-BL]. Rosmer se tourna alors vers moi et me demanda mon concours. Je répondis à peu près ceci : « Même si la nécessité d'exclure Molinier m'apparaissait parfaitement claire, je ne pourrais rien faire d'ici : parvenez vous-même à en convaincre la majorité de l'organisation ». Après quoi, Rosmer rompit toutes relations politiques avec moi et quitta l'organisation. Je suis prêt à faire tout ce qu'il faut pour rétablir la coopération avec lui. Je ne pense pas pourtant qu'il soit l'homme qui convienne pour un centre révolutionnaire à notre époque. Comme collaborateur à une revue, il est très précieux. Qu'il écrive son deuxième volume sur la guerre [*Le Mouvement ouvrier pendant la Première guerre mondiale*], ce sera un cadeau énorme à la classe ouvrière. Mais Rosmer n'est pas un politique combattant et, dans le centre d'une organisation, de vifs malentendus apparaîtront inévitablement entre lui et les jeunes révolutionnaires. Vous jugez a priori, et je parle, moi, en me fondant sur une expérience ininterrompue de sept ans et demi.

Vous citez encore Treint. Savez-vous que je l'ai fait venir à Prinkipo [lieu d'exil en Turquie de Trotsky de 1929 à 1935], qu'il a passé chez nous près d'un mois et que j'ai dû livrer une rude bataille avec Paz, Rosmer, Naville et beaucoup d'autres pour qu'il milite avec nous ? Un temps, il l'a fait. Mais, hélas, c'était un maniaque, nullement au sens figuré mais au sens le plus littéral du terme. Il a rompu, avec nous, non pas parce que nous l'empêchions d'exprimer ses idées fixes, mais parce que nous n'étions pas d'accord avec lui. Qu'y faire ? Une politique non sectaire consiste entre autres à savoir en temps voulu se libérer des sectaires qui nous empêchent de nous ouvrir un chemin vers les ouvriers. Ainsi, à un moment donné, nous nous sommes libérés, en Belgique, du sectaire Vereeken, nous avons gagné sans lui et contre lui un nombre d'ouvriers significatif, et maintenant, il a rejoint nos rangs. Peut-être Treint reviendra-t-il un jour vers nous,

lorsque nous serons plus forts. Mais s'adapter aujourd'hui à Treint, aux maniaques, aux sectaires, cela signifierait tourner le dos aux ouvriers.

Examinons maintenant la question de Nin. Certains (dont Rosmer) considèrent ma sévère critique de sa politique comme du sectarisme. S'il en est ainsi, le marxisme tout entier n'est que sectarisme, puisqu'il est la doctrine de la lutte des classes et non de la collaboration des classes. Les événements actuels, en Espagne, montrent en particulier à quel point le rapprochement de Nin avec Azaña était criminel : les travailleurs espagnols vont maintenant payer de milliers de vies la lâcheté réactionnaire du Frente Popular qui a continué à entretenir avec l'argent du peuple une armée commandée par les bourreaux du prolétariat. Il n'est pas question ici, mon cher Victor Lvovitch, de subtiles nuances, mais de l'essence même du socialisme révolutionnaire. Si Nin se ressaisit et comprend combien il s'est discrédité devant les travailleurs, s'il en tire toutes les conclusions, nous l'accueillerons comme un camarade, mais le copinage est innacceptable.

De vos corrections aux thèses sur l'essor révolutionnaire [*La Nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la 4^e Internationale*], j'ai repris l'idée que des groupes importants se détacheront sur la gauche des partis socialistes et communistes (j'y faisais déjà allusion sans développer l'idée) ; en revanche, je ne peux malheureusement pas accepter les autres, car je les considère comme fondamentalement incorrectes. Merveilleux historien de la révolution russe [*L'An I de la révolution russe*], vous vous refusez, je ne sais pourquoi, à transporter ses leçons les plus importantes dans les autres pays. Tout ce que vous dites sur le Front populaire s'applique au bloc des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires avec les cadets (l'équivalent russe du Parti radical) ; or, nous avons mené contre ce front populaire une lutte impitoyable qui nous a seule permis de vaincre.

Vos propositions concernant l'Espagne sont excellentes et correspondent tout à fait à notre ligne. Mais essayez donc de trouver une dizaine d'hommes susceptibles d'accepter vos propositions, non en paroles, mais en actes, en dehors des limites de notre organisation « sectaire » ! Le fait que vous fassiez de si magnifiques propositions pratiques témoigne à mes yeux de ce que nous avons effectivement sous les pieds un terrain commun, et j'attendrai patiemment que vous vérifiez vos conceptions a priori dans l'expérience politique vivante, puis que vous en tiriez les conclusions nécessaires. Je ne doute pas une seule minute que vos conclusions correspondront aux nôtres, conclusions que nous avons formulées collectivement dans plusieurs pays, en nous fondant sur l'expérience de grands événements. Malgré notre prétendu « sectarisme », nous nous renforçons et nous croissons sans cesse, alors que nos critiques n'ont rien pu construire.

C'est assez pour aujourd'hui. J'ai répondu à votre franchise par une franchise entière. Je pense que nous suivrons à l'avenir cette voie, à notre profit réciproque. Je vous serre fortement et cordialement la main.

[lettre de Trotsky à Serge, 30 juillet 1936]

Index

3^e Internationale : voir IC.

4^e Internationale (1938-1953). L'Opposition de gauche de l'IC (OGI) ,née en 1929, se prononce en 1933 pour une nouvelle internationale et devient la LCI. La QI est proclamée en 1938. Sa direction révisé son programme en 1951 ce qui conduit à son explosion en 1952-1953. > 17

Blum Léon (1872-1950). Haut fonctionnaire. Chef de la minorité du PS hostile à l'adhésion à l'IC au congrès de Tours en 1920. Président du conseil (premier ministre) en 1936. Emprisonné par le régime de Vichy. > 2, 5, 6, 9, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 28, 29, 32, 36, 37

Cachin Marcel (1869-1958). Professeur de philosophie, permanent. Partisan en 1914 de la guerre. Envoyé en 1915 par le gouvernement contacter Mussolini pour faire entrer l'Italie en guerre, puis en Russie en 1917 pour qu'elle continue la guerre après la révolution de février. Devient stalinien et redevient social-patriote. Membre de la direction du PCF de 1920 à sa mort. > 4, 11, 14, 17, 22, 28

Cartel, Cartel des gauches (1924-1932). Alliance électorale entre le PR et le PS-SFIO. > 10, 19

Citrine Walter (1887-1983). Électricien, permanent syndical. Secrétaire général de la confédération syndicale britannique (TUC) de 1924 à 1946. Il trahit la grève générale de 1926. Collabore avec le gouvernement d'union nationale durant la 2^e guerre mondiale. Anobli en 1947. > 17

CGT : Confédération générale du travail (1895-...). Syndicat d'inspiration anarchiste qui se rallie à l'Union sacrée en 1914. La direction Jouhaux expulse l'aile révolutionnaire qui fonde en 1921 la CGTU. Les deux se réunifient en adhérant au Front populaire en 1935. La direction tente de négocier avec Pétain en 1940 mais le régime fasciste dissout tous les syndicats. Un de ses dirigeants, Belin, devient ministre du travail. > 2, 10, 27, 38, 52

CGTU : CGT unitaire (1921-1936). > 2, 10, 52

Collinet Michel (1904-1977). Professeur de mathématiques. Adhère aux JC en 1925, membre de la LC, en scissionne pour fonder la GC en 1931. Rejoint le PS-SFIO en 1935, dirigeant de la GR du PS puis du PSOP dont il rédige le manifeste. Rejoint la résistance bourgeoise et adhère à FO. > 37

Daladier Édouard (1884-1970). Professeur d'histoire. Dirigeant du PR et plusieurs fois ministre avant 1936. Membre du gouvernement Blum en 1936. Premier ministre de 1938 à 1940, il crée des camps de rétention pour les étrangers en 1937, annule les conquêtes de la grève générale en 1938, réprime la grève du 30 novembre 1938, interdit le PCF en 1939. > 2, 6, 7, 8, 13, 15, 19, 20, 23

Delbos Yvon (1885-1956) : dirigeant du PR et ministre des affaires étrangères du gouvernement Blum. S'oppose à la fourniture d'armes au gouvernement espagnol. Ministre dans le gouvernement Daladier en 1938 et plusieurs fois après-guerre. > 36

Dimitrov Georgi (1882-1949). Ouvrier imprimeur, permanent. Adhère en 1902 au POSDB bulgare, membre de l'IO. Lors de la scission de 1903, choisit la fraction Tesnyatsi (les Étroits). En 1914, ce parti est un des rares qui s'oppose à la guerre. En 1918, il prend le nom de Parti communiste et adhère à l'IC en 1919. En 1923, Dimitrov se réfugie en URSS. Il est secrétaire général de l'IC de 1934 à 1943. À ce titre, il endosse la politique d'alliance avec la bourgeoisie libérale appelée Front populaire en 1935. En 1942, il lance un appel à un Front de la patrie de tous les partis bulgares qui s'opposent à la collaboration avec l'Axe. Chef après la 2^e guerre mondiale la bureaucratie qui gère l'État bulgare. > 14, 23

Dommanget Maurice (1888-1976). Instituteur. En 1909, adhère au PS-SFIO. Mobilisé durant la guerre, il fait partie du groupe LVO des opposants pacifistes de la CGT. Exclu du PC en 1930, il constitue l'Opposition unitaire au sein de la CGTU qui vise à rassembler tous les opposants aux staliniens, sans succès. Après avoir été sanctionné à plusieurs reprises avant 1940, il est révoqué par le régime de Pétain. Après guerre, il milite à la Libre pensée et reprend son activité syndicale dans la CGT avec la tendance EE. Il publie de nombreux livres d'histoire. > 39

Doumergue Gaston (1863-1937). Avocat. Plusieurs fois ministre PR avant la 1^{re} Guerre mondiale. Chef du gouvernement d'union nationale de 1934 qui comprend Pétain et Tardieu. > 2, 8

Flandin Pierre-Étienne (1889-1958). Avocat. Dirigeant de l'Alliance démocratique. Plusieurs fois ministre après la 1^{re} guerre mondiale et Premier ministre d'un gouvernement avec le Parti radical de 1934 à 1935. Vote les pleins pouvoirs à Pétain en 1940. > 8, 9

GBL : Groupe bolchevik-léniniste (1934-1936). Section française de la Ligue communiste internationaliste. Dans le PS-SFIO de 1934 à 1935. > 2

Herriot Édouard (1872-1957). Professeur de lettres. Dirigeant du PR. Emprisonné par le régime de Vichy. Député PR, il se prononce contre les droits politiques des peuples colonisés en 1946. > 6, 9, 12, 13, 15, 20, 21

Hitler Adolf (1889-1945). Déclassé en Autriche, fuit le service militaire en 1913 en Allemagne, conscrit en 1914 (estafette de régiment). En 1919, il est envoyé faire de l'agitation contre-révolutionnaire parmi les soldats de Munich et surveiller un groupuscule nationaliste et antisémite dont il devient le dirigeant (NSDAP). Son coup d'État à Munich échoue en 1923. Le parti fasciste s'étend nationalement, agresse le mouvement ouvrier avec des complicités policières, obtient des résultats électoraux (grâce à la petite bourgeoisie) et commence à se lier aux grands capitalistes. Hitler est nommé chancelier en

1933. La terreur nazie déferle contre le mouvement ouvrier, les Juifs et les Roms. > 2, 6, 8, 14, 15, 16, 52

IC : Internationale communiste, 3^e Internationale, Komintern (1919-1943). Fondée en 1919 sur une base révolutionnaire et internationaliste. Passe à partir de 1923 sous le contrôle de la bureaucratie conservatrice de l'URSS. De 1924 à 1928, cours droitier à la recherche d'alliés de l'URSS. De 1929 à 1934, « 3^e période » où les partis réformistes sont désignés comme fascistes. En 1934, elle adopte le patriotisme. De 1935 à 1939, elle pratique l'alliance avec des partis bourgeois (« fronts populaires »). En 1939, elle soutient le pacte Hitler-Staline en minimisant le danger fasciste. En 1941, après l'invasion de l'URSS par l'impérialisme allemand, retour à « l'antifascisme » bourgeois : Staline la subordonne aux Alliés et l'empêche d'appuyer les mouvements coloniaux. Il la dissout sans congrès en 1943. > 2, 4, 11, 13, 14, 15, 16, 17

Jouhaux Léon (1870-1954). Ouvrier, permanent. Secrétaire général de la CGT en 1909. Partisan de la guerre en 1914, rentre au gouvernement. Exclut l'aile révolutionnaire de la CGT (qui fonde la CGTU). Fait adhérer la CGT au FP. Arrêté par le régime de Vichy et déporté. Scissionne de la CGT en 1947 pour fonder FO. > 8, 17, 24, 27, 28

JSR : Jeunesses socialistes révolutionnaires (1935-1939). Fondée par Craipeau, Rous et Zeller à partir d'exclus de la JS et de la JC. Publie *Révolution*. Devient l'organisation de jeunesse du POI-SFQI. Influyente dans le mouvement des auberges de jeunesse (CLAJ). > 36

KPD : Parti communiste d'Allemagne (1918-1945). Stalinisé, le KPD refuse le front unique ouvrier, ce qui aide considérablement les fascistes du NSDAP de Hitler qui prennent le pouvoir en 1933. > 2, 17

La Rocque François de (1885-1946). Officier. Participe à des expéditions coloniales et à la 1^{re} Guerre mondiale. Prend la tête en 1931 des Croix de feu, un mouvement chrétien-fasciste. Participe au coup fasciste de février 1934 avec l'AF, les JP... Après la dissolution des « ligues » par le gouvernement de FP, il fonde le PSF. En 1940, s'oppose à la soumission de la bourgeoisie française à l'impérialisme allemand, tout en préférant Pétain à De Gaulle. > 6, 7, 8, 11, 15, 21, 22, 23, 35

Laval Pierre (1883-1945). Avocat, PS-SFIO (1903-1922), plusieurs fois ministre et premier ministre hors du PS. Membre du gouvernement Pétain en 1940, chef du gouvernement en 1942, exécuté en 1945. > 2, 8, 15, 21

LC : Ligue communiste bolchevik-léniniste (1930-1934). Section française de l'Opposition de gauche internationale (OGI). > 2, 40

Lénine : Vladimir Oulianov (1870-1924). Avocat, journaliste. Frère d'un terroriste, il est exclu en 1887 de l'université de Kazan. Milite dans la mouvance populiste et marxiste en 1893 à Petrograd. En 1895, il participe à un cercle marxiste dans la capitale, puis rencontre en Suisse le groupe Émancipation du travail (Plekhanov, Axelrod, Zassoulitch) et en France le Parti ouvrier

(Lafargue, Guesde). À son retour, il fonde un groupe clandestin avec Martov, l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière. Ils sont arrêtés et assignés à résidence en Sibérie. En 1900, Lénine part en Suisse fonder avec le groupe Émancipation du travail et de récents émigrés (Martov, Potressov) un journal (*Iskra*) qui permettra de reconstruire le POSDR (adhérant à l'Internationale ouvrière) démantelé par la répression. Au 2^e congrès, en 1903, une scission inattendue se produit qui sépare les majoritaires (bolcheviks) de Lénine et Plekhanov des minoritaires (mencheviks) de Martov et Trotsky. Plekhanov se rallie peu après aux mencheviks. Lors de la révolution de 1905, les deux ailes se réunifient. Mais elles tirent, après l'échec de la révolution, des leçons opposées : pour les mencheviks, il faut s'allier avec la bourgeoisie libérale (incarnée par le PKD) pour mener la révolution démocratique et modérer les revendications ouvrières; pour les bolcheviks, il faut s'allier avec la paysannerie et préparer une insurrection (à l'écart des deux fractions, Trotsky, qui rejette aussi la subordination à la bourgeoisie, avance que le prolétariat ne pourra pas se limiter à une révolution démocratique et au cadre du capitalisme). En s'appuyant sur Malinovski, Sverdlov, Zinoviev, Ordjonikidze, Staline, Lénine consacre en 1912 la scission, à l'indignation de la fraction menchevik (Martov, Dan...), du conciliateur Trotsky, de la SDKP polonaise et de l'IO. En 1914, les partis socialistes russes (PSR, POSDR-Bolchevik, POSDR-Menchevik) s'opposent à la guerre. Lénine et Zinoviev essaient, avec Radek et la SDKP-Roslamowcy de Pologne, de regrouper dans la Gauche de Zimmerwald (1915-1919) les rares fractions et partis qui veulent mettre fin à la guerre par la révolution, construire une nouvelle internationale et des partis délimités des sociaux-patriotes. En 1917, quand la révolution russe éclate, Lénine oriente le Parti bolchevik pour le pouvoir aux soviets et la lutte contre le gouvernement provisoire (PKD puis PKD-PSR-PM). Quand les bolcheviks deviennent majoritaires dans les soviets, Lénine se bat dans le PB (avec l'aide de Trotsky qui l'a rejoint) pour l'insurrection. Elle est organisée victorieusement par Trotsky en octobre. Le gouvernement des soviets est immédiatement confronté à la guerre civile et aux interventions étrangères. Il survit dans un territoire restreint mais reste isolé après les défaites des révolutions en Finlande, en Allemagne et en Hongrie. En 1921, Lénine persuade le PCR (ex-PB) de faire des concessions au marché et aux capitalistes étrangers (NEP). En 1921, sa santé se dégrade ; en 1923, il abandonne ses fonctions. Il propose à Trotsky un bloc contre Staline avec qui il rompt avant de mourir en 1924. > 13, 14

Louzon Robert (1882-1976). Ingénieur, agriculteur. Dirigeant de la fédération tunisienne du PC. En 1925, fait partie de l'équipe de *La Révolution prolétarienne*. > 38

Martinet Marcel (1887-1944). Fonctionnaire municipal, écrivain. En 1914, s'oppose à la guerre avec le groupe LVO de Monatte. Malade à partir de 1923. Collabore à partir de 1925 à *La Révolution prolétarienne*. > 39

Maurras Charles (1868-1952). Journaliste et académicien. Chef de l'Action française, une organisation antisémite, royaliste et fasciste. Les Camelots du roi sont les nerfis d'AF qui attaquent physiquement les militants ouvriers de toute tendance. Parmi les membres d'AF, de Benouville (ami de Mitterrand), Bernanos (écrivain), Buron (ministre de De Gaulle), Roy (ami de Mitterrand), Sanguinetti (dirigeant des SAC et ministre de Pompidou), Messmer (ministre de De Gaulle, premier ministre de Pompidou), Cordier (secrétaire de Jean Moulin)... Quoique hostile à l'Allemagne par nationalisme, Maurras soutient le maréchal Pétain de 1940 à 1944 > 6

Molinier Raymond (1904-1994). Ouvrier, petit capitaliste. Adhère aux JC en 1922. Se rend plusieurs fois de 1929 à 1932 en Turquie pour rencontrer Trotsky qui est séduit par son énergie. Il fait partie de l'équipe qui lance *La Vérité* en 1929 autour de laquelle se constitue la LC en 1930. Il se heurte rapidement à Naville et Rosmer. Il dirige ensuite la LC. Le SI de la LCI lui demande d'abandonner ses affaires car des membres de la LC lui reprochent de se servir de son argent comme moyen de pression. Il siège au titre de la section française dans le plenum de la LCI en 1934-1935. Dirigeant du GBL lors de l'entrée dans le PS-SFIO en 1934, il se distingue comme orateur et animateur de la milice du PS (TPPS). Exclu du PS en 1935, il lance avec son frère Henri et Pierre Frank, sans l'autorisation du GBL, un regroupement centriste (GAR) autour d'un « organe de masse » qui ne se réclame pas de la 4^e Internationale (*La Commune*). Après l'échec des GAR, Molinier proclame un PCI en mars 1936 qui se prétend « section française de la 4^e Internationale ». En mai 1936, ce groupe s'unifie avec le GBL et la JSR pour fonder le POI-SFQI. En octobre, Molinier scissionne à nouveau et relance le PCI avec pour organe *La Commune*. Le PCI en appelle à l'Internationale qui décide que Molinier sera tenu à l'écart en cas de réunification. En 1939, le PCI se dissout et rentre dans le PSOP. Molinier rassemble un petit courant à la périphérie de la 4^e Internationale avec le CLC-GCT belge de Vereeken et quelques membres de la WIL britannique (Ratner, Hamilton). Exilé en 1939 en Belgique, en 1940 au Portugal, en 1941 au Brésil, il s'installe durablement en Argentine. Revenu en France en 1977, il adhère à la LCR. > 40

Mussolini Benito (1883-1945). Déclassé puis journaliste. Dans l'aile « maximaliste » du PSI (hostile à toute participation au gouvernement, antimilitariste), directeur du quotidien socialiste *Avanti!* En 1914, devient favorable à l'entrée en guerre de l'Italie. En 1919, il fonde un parti phalocrate, nationaliste, les Faisceaux de combat, renommé Parti national fasciste en 1921. Les bandes fascistes, liés aux propriétaires fonciers et aux capitalistes, attaquent le mouvement des travailleurs de l'agriculture et des ouvriers de l'industrie. Il prend le pouvoir en 1922 et ses nerfis écrasent physiquement toute opposition. Le régime adopte le racisme en 1938 et s'allie avec l'Allemagne en 1939. Les défaites et les pénuries provoquent une révolution en 1943. L'armée allemande sauve Mussolini qui est pris par les partisans en 1945 et exécuté par décision du Comité de libération nationale. > 8, 16

Naville Pierre (1904-1993). Écrivain, sociologue. Codirecteur avec Benjamin Péret des 3 premiers numéros de *La Révolution surréaliste*. En 1926, il adhère au PC où il assure la direction de la revue *Clarté* pour les intellectuels. Il rend visite à Trotsky en Russie en 1927. Il est exclu du PC en 1928. Il fonde la revue *La Lutte des classes* avec Gérard Rosenthal. Avec Alfred Rosmer, Pierre Frank, Raymond Molinier, Jeanne Despallières... il lance en 1929 le journal *La Vérité* et participe à la fondation de la LC-BL en 1930. Naville est le rédacteur du Programme d'action que la LC et les Jeunesses léninistes adoptent en juin 1934. Mais il est réticent à l'entrée dans le PS-SFIO que conseille le SI de la LCI. Après avoir fait scission sur cette question, sa fraction y entre finalement en même temps, en août 1934, que la majorité conduite par Frank et Rous. En juin 1936, alors que la grève générale déferle, la 4^e Internationale réussit à rassembler le GBL, les JSR et la scission irresponsable PCI de Molinier et Frank. Le POI-SFQI publie le journal *La Lutte ouvrière* et la revue *Quatrième internationale*. En 1939, Naville s'oppose à l'entrée dans le PSOP que préconise le SI de la 4^e Internationale. Il est mobilisé. Prisonnier de guerre, il abandonne la lutte politique quand il est libéré pour maladie. Il entre au CNRS en 1947 et devient un sociologue renommé. Il reprend alors une activité au compte du centrisme : PSG, UGS, PSU. > 40

Néos : néo-socialistes. Aile droite du PS-SFIO autour de Déat, Marquet, Montagnon, Renaudel... Ils créent le PSdF-Union Jean Jaurès en 1933 qui rejoint le FP. La plupart se rallie à Pétain en 1940. > 9, 19

Parti communiste : voir PCF.

Parti radical : voir PR.

Parti socialiste : voir PS.

PC, PCF (1920-...) : Parti communiste-section française de l'IC ; à partir de 1936 : Parti communiste *français*. La majorité du PS-SFIO adhère à l'IC en 1920. Le PC mène une action révolutionnaire, anticolonialiste et antimilitariste sous l'impulsion de l'IC. Caporalisé dès le début des années 1920, il calomnie l'Opposition de gauche et expulse Souvarine, Monatte, Rosmer... En 1934, sous la direction de Thorez, il opère un tournant patriotique. En 1935, le PC s'oriente sur consigne de Staline vers l'alliance avec des partis bourgeois comme le PR (Front populaire). En première ligne pour finir la grève générale en 1936. Le PCF vote les crédits de guerre le 2 septembre 1939. D'adieu l'interdit le 26 septembre (22 des 74 députés renient le PCF). Le PCF passe à la résistance bourgeoise quand l'impérialisme allemand envahit l'URSS en 1941. Il participe au gouvernement du général De Gaulle avec le PS pour désarmer les travailleurs, stabiliser l'État bourgeois, sauver le capitalisme français. > 2, 4, 28, 30, 37, 52

Pivert Marceau (1895-1958). Professeur de physique. Syndicaliste au SNI (CGT). Adhère au PS-SFIO en 1924 où il rejoint la tendance Bataille socialiste de Zyromski. En septembre 1935, il fonde le courant GR, comme contre-feu au GBL. Pivert est membre en 1936 du gouvernement FP. En avril 1938,

il est pratiquement exclu du PS qu'il quitte pour fonder le PSOP, un parti adhérent au Bureau de Londres. Il retourne au PS en 1946. > 4, 17, 22, 23, 54

POI : Parti ouvrier internationaliste (1936-1940). Section française de la 4^e Internationale qui succède à la LC et au GBL. > 2, 36

PR : Parti radical (1901-1972). Le principal parti bourgeois de la 3^e République, à base électorale populaire, change souvent d'allié pour accéder ou rester au gouvernement. > 2, 6, 8, 10, 12, 13, 36, 37, 41, 52

PS, PS-SFIO : Parti socialiste, section française de l'IO (1905-...). Après l'assassinat de Jaurès en 1914, soutient la guerre et entre au gouvernement d'union sacrée. Une majorité se rallie à l'IC en 1920. Une minorité conduite par Blum scissionne et conserve le nom de SFIO. Pratique des alliances avec des partis bourgeois comme le PR lors du Cartel des gauches, puis lors du Front populaire. Expulse son aile droite en 1933 (Déat, Faure, Renaudel, Marquet...) qui fonde le PSdF et en 1938 son aile gauche (Pivert, Hérard, Lefevre, Guérin...) qui fonde le PSOP. Le PS participe au gouvernement d'Union nationale (1940) avec les fascistes du PSF. Ensuite, se rallie au général De Gaulle. > 2, 5, 6, 9, 12

Racamond Julien (1885-1960). Ouvrier agricole, ouvrier boulanger. Permanent syndical CGT en 1914. Conscrit durant toute la guerre. S'oppose à la direction syndicale en 1920 et devient dirigeant de la CGTU en 1921. Participe au 5^e congrès de l'IC en 1924 et adhère en 1925 au PC. Il est présent au 5^e congrès de l'IC en 1928. En 1933, il anime le Comité de lutte antifasciste. En 1935, il participe à l'unification CGT-CGTU. > 10, 27

Rosmer Alfred : André Griot (1877-1964). Employé de mairie, correcteur. Il fréquente les ESR et les anarchistes. Il collabore en 1910 à *La Vie ouvrière* et se lie à Monatte. Avec lui il s'oppose à la guerre en 1914. Ils publient de nouveau *La Vie ouvrière* en 1919. Il fait partie de la délégation du Comité de la 3^e Internationale au 2^e congrès de l'IC en 1920. Il est élu au comité exécutif de l'IC en 1920 et en 1921. En 1924, Monatte et Rosmer sont exclus du PC par Treint. Ils publient *La Révolution prolétarienne*. Rosmer, en outre, participe à l'OGI à partir de 1929, au lancement de *La Vérité* en 1929 et à la création de la LC en 1930. Il soutient la proposition d'une Opposition unifiée dans la CGTU et quitte la LC fin 1930. Il se rapproche de la GC (petite scission de la LC de Gourget, Collinet, Patri, Claude Naville) qui disparaît rapidement. Le premier tome de son *Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre* paraît en 1936. Il participe à la campagne contre les procès de Moscou et renoue avec Trotsky sans rejoindre la 4^e Internationale. En 1940, il s'exile aux États-Unis (où il était né). En 1947, il rejoint *La Révolution prolétarienne* mais s'en éloigne quand celle-ci soutient la scission FO de la CGT. Il publie *Moscou sous Lénine* et le t. 2 de *Histoire*. > 40, 41

Salengro Roger (1890-1936). Étudiant, il rejoint le PS-SFIO en 1909, affronte les monarchistes. Partisan de l'Union sacrée en 1914. Élu dans le Nord en 1919. En 1920, fait partie de la minorité qui refuse d'adhérer à l'IC. Mi-

nistre de l'Intérieur dans le gouvernement Blum. Calomnié par les fascistes et uenpartie de la presse bourgeoise, il se suicide. > 21

Sarraut Albert (1872-1962). Député et dirigeant du PR. Gouverneur général de l'Indochine à deux reprises, ministre des Colonies. Ministre de l'Intérieur de 1938 à 1940, fait arrêter les réfugiés allemands. Comme député, vote les pleins pouvoirs à Pétain en 1940. Il reprend sa carrière politique après-guerre comme PR. > 9, 10, 11

Serge Victor (1890-1947) : Victor Kibaltchitch. Ouvrier imprimeur, traducteur, romancier. Adhère à la JGS belge en 1905. Repoussé par le colonialisme du POB, il passe au GRB anarchiste en 1906. Expulsé de Belgique, il poursuit son activité anarchiste en France. Il est condamné à 5 ans de détention lors le procès de la Bande à Bonnot (dont il n'était pas membre). Il est expulsé en 1917 vers l'Espagne. Rejoint la Russie en janvier 1919 où il se met au service de l'IC. Prend parti pour l'Opposition de gauche russe. Exclu du PCR en 1928, emprisonné en 1933. Une campagne internationale permet de le libérer en 1936. Expulsé vers la Belgique, il gagne sa vie comme traducteur (dont Trotsky). En 1937, il est autorisé à séjourner en France où il collabore avec la GR du PS, le POUM et le RSAP néerlandais qui s'opposent à la 4^e Internationale et sont favorables aux fronts populaires. En 1941, il se réfugie au Mexique. Il rejette le bolchevisme et se reconnaît dans le « personnalisme », un idéalisme d'inspiration chrétienne. > 38

SDAP : Parti ouvrier social-démocrate (1889-...). Créé en Autriche par Victor Adler, un des fondateurs de l'IO. Belliciste en 1914. En 1934, prend le nom de Parti socialiste autrichien (SPÖ). > 2, 17

SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne (1875-...) résultant de la fusion de l'ADAV de Lassalle et du SDAP d'August Bebel et Wilhelm Liebknecht. Parti phare de l'IO. Soutient l'union sacrée en 1914. Scheidemann et Ebert forment un gouvernement avec l'USPD qui, en lien avec l'état-major, écrase la révolution en 1919. > 2, 17

Staline : Iossif Djougachvili, (1878-1953). Séminariste, permanent. Rejoint le POSDR en 1898, choisit la fraction bolchevik en 1903. En 1917, donne un soutien critique au gouvernement provisoire jusqu'au retour de Lénine. Nommé secrétaire général du PCR en 1922. Il incarne la bureaucratie naissante qui s'empare du parti et de l'État ouvrier en 1924-1926. Collectivise brutalement en 1928 et instaure progressivement un despotisme sanglant et un culte de sa personnalité. Paralysé un temps par l'invasion allemande en 1941, il s'appuie sur le nationalisme russe et le clergé orthodoxe. Il dissout l'IC en 1943. > 2, 9, 11, 14, 52

Tardieu André (1876-1945) : Haut fonctionnaire. Fondateur du Centre démocratique (CD). Premier ministre en 1930, il finance secrètement les organisations fascistes. Ministre du gouvernement Doumergue-Pétain en 1934. Éclaboussé par plusieurs scandales. Collabore au journal pro-Mussolini et antisémite *Gringoire*. > 15, 21

Thälmann Ernst (1886-1944). Ouvrier, permanent. Adhère au SPD allemand en 1903. En 1918, membre de l'USPD. Dirigeant du KPD stalinisé. Arrêté par par les nazis en 1933 et exécuté en 1944. > 14, 15

Thorez Maurice (1900-1964). Mineur, permanent. Propulsé à la direction du PC-SFIC stalinisé en 1925. Secrétaire général du PC en 1931. Fait adopter le patriotisme (1934) et applique l'alliance avec la bourgeoisie (1935). En URSS de 1939 à 1944. Ministre sous De Gaulle en 1945. > 2, 11, 22, 28, 53

Treint Albert (1889-1971). Instituteur. Adhère au PS-SFIO en 1910. Dirigeant du PC en 1920. En 1925, la destitution de Zinoviev par Staline le met sur la touche ; en 1927, il est exclu par Thorez. En 1931, il rencontre Trotsky en Turquie et rejoint la LC. En 1932, il la quitte à cause de divergences sur l'URSS et sur le front unique en Allemagne. En 1934, il rejoint le PS-SFIO ; il est membre de la GR du PS en 1935. En 1937, il est au PUP qui est membre du Bureau de Londres. Sans activité politique après 1938. > 40, 41

Vaillant-Couturier Paul (1892-1937). Avocat, écrivain. Mobilisé pendant toute la 1^{re} guerre mondiale, devient pacifiste et adhère en 1916 au PS-SFIO. Un des dirigeants de la majorité du PS qui adhère à l'IC en 1920. Devient stalinien. Maire de Villejuif et député PC à partir de 1929. Rédacteur en chef de *L'Humanité* de 1926 à 1929, puis de 1935 à sa mort. > 10, 12

Vallat Xavier (1891-1972). Avocat. Député et dirigeant de la Fédération républicaine, un parti bourgeois « de droite ». Commissaire général aux questions juives dans le gouvernement Pétain-Laval. Condamné en 1947, il est libéré en 1949. Actif ensuite dans le fascisme français (AF). > 17

Vandervelde Émile (1866-1938). Étudiant, il rejoint le mouvement ouvrier en 1884. Dirige le POB à partir de 1893. Franc-maçon, belliciste en 1914, plusieurs fois ministre du roi (1914-1921, 1925-1927, 1935-1937). > 17

Vereecken Georges (1896-1978). Chauffeur de taxi. Adhère au PC belge en 1922. Exclu avec la majorité du CC en 1928. Membre de l'OC liée à l'OGI. Il suit la scission LCI conduite par Van Overstraeten en 1929. En 1931, il conduit une fraction de la LCI à la fusion avec l'OC. En 1935, l'OC se divise sur la question de l'entrée dans les JGS et le POB. Minoritaire, Vereecken scissionne et lance la LCI(T). Après l'exclusion des bolcheviks-léninistes du POB en 1936, la LCI(T) fusionne avec l'ASR pour créer le PSR dont Vereecken est élu secrétaire général. En 1935, il soutient le POUM contre la 4^e Internationale. Minoritaire, il quitte le PSR en 1938 pour fonder le groupe CLC renommé en 1940 GCT. Le GCT fusionne avec le PCR (section belge de la 4^e Internationale) en 1946 pour former le PRT. Vereecken s'aligne ensuite sur Pablo. > 40

Weil Simone (1909-1943). Philosophe. Militante à la fédération de l'enseignement de la CGTU. En 1933, analyse l'URSS comme impérialiste. Ouvrière en 1934-1935. S'engage en 1936 dans la milice de la CNT espagnole. Se convertit au christianisme en 1937. > 40

Cahiers révolution communiste

- n° 22 CoReP : Pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005-2019
- n° 21 Trotsky : La grève générale en France, compilation 1936
- n° 20 Trotsky : Contre le Front populaire, compilation 1935
- n° 19 Trotsky : La menace fasciste en France, compilation 1934
- n° 18 CoReP : plateforme, 2017
- n° 17 GMI : programme, 2017
- n° 16 La mobilisation de 2016 contre la loi travail
- n° 15 Lénine : l'État et la révolution, 1917
- n° 14 Casanova : l'Espagne livrée, 1939
- n° 13 Ligue des communistes : manifeste, 1847
- n° 12 4^e Internationale : manifeste, 1940
- n° 11 1995, en défense des retraites
- n° 10 Marx : salaire, prix et profit, 1865
- n° 9 Bolchevisme contre lambertisme, 2016
- n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre, 1915
- n° 6 Marx : la crise, compilation 1847-1875
- n° 5 4^e Internationale : programme, 1938
- n° 4 VdT et la guerre mondiale, 2015
- n° 3 Chili 1970-1973, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple, compilation 1911-1934
- n° 1 GMI : plateforme, 2013

4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP
2 euros auprès des militants

Abonnement à Révolution communiste bimestriel du Groupe marxiste internationaliste (CoReP)

Envoyer 14 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros à

ARTP / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

NOM Prénom

Adresse postale

.....

Adresse électronique@.....



Face au coup fasciste du 6 février 1934, les travailleurs imposent l'unité aux deux centrales syndicales CGT et CGTU ainsi qu'au PCF et au PS-SFIO. Mais le front unique reste sans véritable contenu. Le PS-SFIO est chauvin depuis 1914 et il pratique depuis des alliances avec des parti bourgeois. La bureaucratie privilégiée qui usurpe le pouvoir de la classe ouvrière redoute une révolution en France ou en Espagne car elle s'étendrait à l'URSS. En interne, son chef Staline liquide physiquement les opposants. À l'extérieur, face à l'impérialisme allemand qui se réarme, il cherche à nouer des alliances avec ses rivaux. Par conséquent, il fait tourner l'IC vers le menchevisme, vers le « front populaire ». Ainsi, en 1934, le PCF s'affirme patriote ; en 1935, il propose un bloc politique au Parti radical.

Alors, le PS-SFIO entreprend d'expulser les bolcheviks-léninistes du GBL et les militants, surtout des jeunes, qu'ils ont convaincus. Pivert constitue alors la Gauche révolutionnaire du PS qui brouille les cartes en bavardant sur la révolution, tout en soutenant le Front populaire. Il est récompensé par un poste de ministre dans le cabinet que constitue Blum en juin 1936.

Quand la grève générale spontanée déferle en mai-juin 1936, la bourgeoisie française accorde des concessions. Ses agents Blum (PS), Thorez (PCF) et Jouhaux (CGT) font reprendre le travail. Pivert continue à présenter le PS-SFIO comme le parti dont la classe ouvrière a besoin. Faute d'un parti ouvrier révolutionnaire implanté, abusés par le PCF qui représente pour beaucoup la révolution russe, les travailleurs cessent la grève sans avoir écrasé la menace réactionnaire, sans avoir créé et centralisé des comités, sans avoir exproprié les grandes entreprises capitalistes et les banques. Alors, le gouvernement Blum prône « la pause », réprime les mouvements des colonies, envoie les policiers à Clichy, refuse d'aider les républicains espagnols...

La classe ouvrière, trahie par ses directions, laisse passer sa chance de prendre le pouvoir et d'ouvrir la voie de la révolution en Europe, pour renverser d'un côté Mussolini et Hitler, de l'autre Staline. La bourgeoisie française, exaspérée par la peur qu'elle a éprouvée et par les concessions qu'elle a dû accepter, mène une contre-offensive : fuite des capitaux, hausse des prix, renversement du gouvernement Blum en 1936, décrets Daladier (Parti radical) qui en 1937 persécute les réfugiés, annule en 1938 les conquêtes sociales de 1936. Daladier réprime la grève de protestation puis interdit le PCF.

Après le triomphe du nazisme en Allemagne, l'avortement de la révolution en France est suivi de la défaite de la révolution espagnole causée par le stalinisme et le Frente Popular rallié par la CNT et le POUM (CRC n° 14). Une nouvelle guerre inter-impérialiste devient inéluctable. Les articles de Trotsky consacrés à la France au milieu des années 1930 (CRC n 19, 20, 21) prouvent qu'une autre voie était possible, celle tracée par le bolchevisme en 1917.